



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES – CCTP Maintenance
MAINTENANCE DES ASCENSEURS, DES MONTE-CHARGES ET DES AUTRES APPAREILS ELEVATEURS
CROUS BRETAGNE**

Pouvoir adjudicateur :
Monsieur Le Directeur Général
CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
de BRETAGNE
7, Place Hoche – CS 24428
35064 RENNES CEDEX
Tel : 02.99.84.31.30
Courriel : achat@crous-rennes.fr

Objet de la consultation :
ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE PORTANT SUR UNE PRESTATION DE MAINTENANCE DES
ASCENSEURS,
DES MONTE-CHARGES ET AUTRES APPAREILS
DANS LES UNITES DE GESTIONS DU CROUS BRETAGNE
MARCHE N° 2024-152

Prise d'effet : le 1er avril 2025

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
CCTP Maintenance

PREAMBULE :

Dans le présent accord-cadre, les parties seront désignées par :

Le Prestataire ou titulaire de l'accord-cadre : Le Prestataire titulaire de l'accord-cadre de maintenance

Le Pouvoir adjudicateur :

**CROUS BRETAGNE
7, Place Hoche – CS 24428
35064 RENNES CEDEX**

La personne responsable du présent accord-cadre est le Directeur Général du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de BRETAGNE.

Rappel de la réglementation et gammes de Maintenance préventive (Annexe 6) :

- Arrêté du 11 mars 1977 relatif à l'entretien des installations de monte-charge non accompagnés
- Arrêté du 25 juin 1980 dans les ERP art AS9 et GE9 relatif aux dispositions de sécurité ;
- Arrêté du 1 Mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Loi N° 2003-590 du 3 Juillet 2003,
- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Décret n° 2004/964 du 9 septembre 2004
- Arrêté du 18 novembre 2004 modifié relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs et aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs,
- Décret 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs,
- Arrêté du 7 Aout 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs.
- Décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements,
- Le code du travail ;
- Le code de santé publique ;
- Les règlements sanitaires départementaux relatifs qui s'appliquent aux bâtiments en fonction de leurs localisations ;
- Les prescriptions du conseil supérieur de l'hygiène ;
- Le code de la construction et de l'habitation
- Les textes sur la sécurité des travailleurs ;
- Les textes sur la sécurité des usagers des immeubles ;
- Les normes, les DTU, les avis techniques du CSTB ;

Il est de la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre de s'adresser au représentant de la personne publique, si des documents spécifiques à des prestations ou à un domaine particulier, sont en contradiction avec les documents d'ordre général

La Décomposition en Lot : Le marché est réparti en deux (2) lots :

- Lot N°1 : Départements **22 et 35**
- Lot N°2 : Départements **29 et 56**

Les candidats pourront soumissionner à un ou plusieurs lots.

Note aux candidats :

La présente consultation concerne la maintenance des ascenseurs du patrimoine **du CROUS Bretagne**.

Le titulaire devra donc avoir une parfaite connaissance du Marché global afin d'adapter au mieux sa maintenance préventive.

Ceci, dans un objectif de garantir au **CROUS Bretagne**, une disponibilité optimale des ascenseurs.

Limites de prestations

Les limites de prestation sont définies de manière à garantir à chaque intervenant le plein exercice de sa responsabilité.

Le titulaire devra donc avoir une parfaite connaissance du Marché global afin d'adapter au mieux sa maintenance préventive.

Ceci, dans un objectif de garantir **du CROUS Bretagne**, une disponibilité optimale des ascenseurs avec une qualité d'intervention de maintenance et de dépannage pour le :

- Respect des visites de maintenance suivant la législation
- Respect des délais d'interventions dans son ensemble
- Respect des informations et communications
- Un nombre d'intervention de dépannes inférieures à 7 pannes techniques par an et par appareil

Ne font pas partie du Marché les prestations suivantes :

- Protection électrique du câble d'alimentation ;
- Câble d'alimentation électrique de l'équipement ;
- Disjoncteur « Ascenseur » dans TGBT Contrôle.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.1 – DEFINITION DE L’OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 – DESIGNATION DES APPAREILS	5
1.3 – OBLIGATIONS DE RESULTAT	5
1.4 – DEBUT DE MARCHÉ (1er Avril 2025)	6
1.5 – FIN DE MARCHÉ.....	7
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	7
2.1 – DEFINITIONS DES PRESTATIONS	7
2.2 - MAINTENANCE	8
2.3 - RÉPARATIONS OU REMPLACEMENTS DES PIECES COMPRIS DANS LE MARCHÉ	13
2.4 – PIECES DE RECHANGE ET DELAIS DE REMISE EN SERVICE	16
2.5 - DEPANNAGES	16
2.6 - TELEALARME - CENTRALE DE VEILLE.....	17
2.7 – SECURITE	20
2.8 – ETUDE DE SECURITE.....	20
2.9 – AMIANTE.....	20
ARTICLE 3 - MODALITES D'INTERVENTION.....	22
3.1 – PLANNING :.....	23
3.2 – MOYENS DE COMMUNICATION :.....	23
3.3 – INFORMATIONS AVANT INTERVENTIONS PREVENTIVES	23
3.4 – INFORMATIONS APRES INTERVENTIONS PREVENTIVES.....	23
3.5 – INFORMATIONS DU CROUS BRETAGNE ET UG.....	23
ARTICLE 4 - RAPPORT D'ACTIVITE	25
4.1 – CARNET D’ENTRETIEN	25
4.2 – RAPPORT D’ACTIVITE ANNUEL	25
ARTICLE 5 - VERIFICATIONS TECHNIQUES, DIAGNOSTICS ET SUIVI DE MAINTENANCE	26
5.1. VERIFICATIONS ET DIAGNOSTICS TECHNIQUES	26
5.2. SUIVI DE LA MAINTENANCE.....	27
ANNEXE 1 – Liste des appareils Lot N°1 – CROUS DE BRETAGNE	28
ANNEXE 1 – Liste des appareils Lot N°2 (Suite)	30
ANNEXE 2 – PROCEDURE EN CAS D’IMMOBILISATION SUITE A SINISTRE OU MALVEILLANCE	31
ANNEXE 3 – RAPPORT ANNUEL D’ACTIVITE DES ASCENSEURS.....	32
ANNEXE 4 – RAPPORT D’INTERVENTIONS ANNUEL SELON ARTICLE 4.2	33
ANNEXE 5 – SUIVI MENSUEL & ANNUEL ASCENSEURS	34
ANNEXE 6 – REGLEMENTATIONS ET GAMMES DE MAINTENANCE PREVENTIVE	35

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 – DEFINITION DE L'OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la maintenance des **77** appareils répartis sur les deux Lots qui a pour objet :

- Lot N°1 : Prestation de Maintenance sur **54** Appareils (départements 22 et 35)
- Lot N°2 : Prestation de Maintenance sur **23** Appareils (départements 29 et 56)

Le présent marché a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le prestataire s'engage à réaliser l'entretien et la prestation de maintenance sur **77** appareils du patrimoine **du CROUS Bretagne**, ainsi que la reprogrammation, l'exploitation, l'entretien des téléalarmes et alarme sonore incluant l'abonnement téléphonique GSM.

La satisfaction **du CROUS Bretagne** et des usagers doit être le souci majeur et constant du prestataire dans la réalisation de son marché.

1.2 – DESIGNATION DES APPAREILS

Les appareils concernés par le présent marché sont répertoriés dans ***l'Annexe 1 du présent CCTP.***

1.3 – OBLIGATIONS DE RESULTAT

Le marché, signé entre le **CROUS Bretagne** et le titulaire de chaque lot, prévoit la réalisation simultanée des objectifs suivants :

- L'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement des ascenseurs, monte-charges et autres appareils élévateurs.
- Le maintien des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations.
- La fourniture d'une qualité de service répondant aux exigences décrites dans le présent cahier des charges notamment en termes de :
 - Continuité de service (téléalarme, intervention,)
 - Respect des délais,
 - Informations données **au CROUS Bretagne**,
 - Précision de réglages techniques sur les installations.
- Un nombre de panne technique inférieur à 7 par an par appareil
- La communication par le titulaire à ses équipes techniques sur le terrain des éléments essentiels du marché.

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour répondre à son obligation de résultats.

D'autre part, chacune des parties s'engage à faciliter l'action de l'autre partie, par tous les moyens en sa possession et au minimum par les engagements pris dans les articles ci-après.

De manière générale, Le titulaire a une obligation de conseil et doit informer le **CROUS Bretagne** de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler :

- Les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède,
- Les points de non-conformité des équipements et les aménagements qui seraient souhaitables pour optimiser les systèmes ou équipements,
- Toute modification de la réglementation concernant les équipements objet du contrat ou toute nouvelle réglementation,
- Les incidences techniques et financières résultant de toute modification des équipements.

Le titulaire doit également conseiller le **CROUS Bretagne** sur tout autre point ayant une incidence sur les équipements ou installations associées dans son environnement.

Le titulaire doit assister au **CROUS Bretagne**, par téléphone, mails ou lors de réunions pour tout complément d'information notamment pour tout essai, contrôle, visite relatif aux équipements concernés par le présent marché ; pour des éléments nécessaires à la préparation du budget de l'exercice suivant pour les prestations ; pour l'étude et de la mise en conformité imposée par l'évolution éventuelle de la réglementation ; pour l'amélioration des performances ou de la fiabilité des équipements.

1.4 – DEBUT DE MARCHE (1er Avril 2025)

1.4.1. Organisation

L'entreprise titulaire remettra au **CROUS Bretagne** un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien (Mémoire technique).

En cas de changement de prestataire, un état des lieux initial et contradictoire des installations sera dressé entre le propriétaire et le nouveau prestataire et annexé au marché.

Lors de la signature du présent marché, l'entreprise titulaire s'engage, pendant la durée de celui-ci, à élaborer les notices des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement des ascenseurs. (Art.R.125-2-1. –II du décret du 9 septembre 2004).

1.4.2. Identification des appareils

Le titulaire sera tenu de transmettre sa liste des Numéros d'identifications correspondant aux adresses indiquées à ***l'Annexe 1 du présent CCTP et aux DPGF.***

Le Prestataire devra, à la prise de l'entretien des appareils, apposer en cabine et au niveau principal l'étiquette indiquant le numéro d'identification de l'appareil et le numéro d'appel pour le dépannage, et ce au plus tard dans les **quinze jours (15)** suivant la prise d'effet du présent marché.

En cas de nécessité, il appartiendra au Prestataire de renouveler ces étiquettes autant de fois que nécessaire pendant la durée du Marché.

Les renseignements liés à la gestion de ce point figureront dans le mémoire technique remis avec l'offre.

1.4.3. Réunion de préparation du marché

Une réunion de mise au point du marché sera réalisée en présence des interlocuteurs du **CROUS Bretagne** et de l'ensemble des intervenants de l'entreprise titulaire, et ce, dans le mois précédent la prise de marché.

1.4.4. Moyens d'accès

Chaque unité de gestion du CROUS Bretagne remettra au titulaire, les moyens d'accès nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché les clés ou badges à chaque unité de gestion du CROUS Bretagne.

En cas de perte, le titulaire devra en informer immédiatement l'unité de gestion du CROUS Bretagne. Les clés et badges pourront ainsi être désactivés.

Chaque clé ou badge manquant à la restitution, ou remplacé en cours de marché pourra être facturé au prix forfaitaire de 20 euros.

1.5 – FIN DE MARCHE

En fin de marché, les installations devront être rendues par le titulaire, en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté.

Toutes les parties de l'installation devront être accessibles au prestataire d'entretien pour l'exécution de sa mission.

En conséquence, le ou les éventuels codes d'accès à tout ou une partie de l'installation ou toute autre forme de déverrouillage, nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service devront être fournis intégralement sans frais et sans restriction de durée d'usage par le fabricant ou l'installateur qui les a introduits sur les installations du CROUS Bretagne.

Les dispositifs de téléalarme et système GSM secourus devront être accessibles pour la réalisation des tests cycliques, l'auto-identification de la cabine et pour la modification du numéro de réception des appels conformément à la norme EN 81-70 et EN 81-28.

Afin d'assurer la continuité du dispositif de secours, le titulaire sortant s'engage à réceptionner, communiquer et transmettre les informations au nouveau titulaire pendant une durée de 2 Mois sans facturation.

Les abonnements téléphoniques GSM seront également résiliés après les deux (2) mois de la date de fin de Marché, afin d'assurer la continuité de service.

La documentation technique, les dispositions de remise en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou une partie de l'installation devront être fournis à la demande du CROUS Bretagne, sans restriction de durée d'usage, par le fabricant ou l'installateur de l'installation.

Les dispositions de remise en service, les notices d'utilisation des outils, la documentation technique devront être suffisamment explicites pour permettre au prestataire d'entretien de modifier les paramètres (lecture et écriture) de fonctionnement pour les besoins de l'entretien, du dépannage et de la remise en service sans diminuer le niveau de sécurité prévalant avant son intervention.

Elles devront également contenir toutes les informations nécessaires pour permettre au prestataire d'entretien d'assurer la formation appropriée de son personnel.

Un état des lieux sera dressé contradictoirement TROIS mois avant la date d'expiration du marché.

Les réserves émises à cette occasion et non levées à la date d'expiration du marché le seront par le nouveau prestataire aux frais du sortant.

En cas de contestation, le différent sera réglé selon la procédure définie au CCTP et CCAP. Cet état des lieux sera demandé par le CROUS Bretagne en même temps que l'envoi de la notification de la résiliation du présent marché.

Le titulaire sortant remettra au propriétaire les notices des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement des ascenseurs. Cette notice comportera une description des caractéristiques des installations.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

2.1 – DEFINITIONS DES PRESTATIONS

Dans le cadre de son forfait, le titulaire s'engage à assurer sur les ascenseurs et les systèmes de téléalarme et passerelle GSM les prestations de maintenance permettant de maintenir les équipements en bon état de fonctionnement et de maintenir le niveau de sécurité acquis, ou résultant de l'application du décret 2008-1325 du 15 décembre 2008, articles R4324-46 à R4324-54 du code du travail suivant :

2.1.1 Nature des prestations sur les ascenseurs

Les prestations d'entretien devront être au minimum conformes aux dispositions du décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et à l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs, au Décret N°2012-674 du 7 Mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs et à l'Arrêté du 7 Août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs repris en **Annexe 1** du présent CCTP.

2.1.2 Nature des prestations sur les monte-charges non accessibles

Les prestations d'entretien de type complet devront être au minimum conformes aux dispositions de l'**Arrêté du 11 Mars 1977** relatif à l'entretien des installations de monte-charge non accessible aux personnes repris en **Annexe 1** du présent CCTP.

2.1.3 Nature des prestations Autres Appareils (Monte-charge, Plateforme PMR, Élévateur, etc.), si existant ou à venir

Les prestations d'entretien devront suivre les recommandations écrites du fabricant et les dispositions réglementaires et normatives à respecter liées à l'**Arrêté du 1 Mars 2004** modifié relatif aux contrôles réglementaires des appareils et accessoires de levage et à la Directives machines 98/37/CE et 2006/42/CE repris en **Annexe 1** du présent CCTP.

Dans son forfait, le titulaire s'engage également à assurer les prestations complémentaires ci-après :

2.2 - MAINTENANCE

La planification des visites doit respecter impérativement :

- Les gammes de maintenance définies par la réglementation ;
- Les gammes de maintenance du présent marché si elles sont plus contraignantes que la réglementation ;
- Les gammes de maintenance complémentaires fournies par le prestataire dans son offre.

A chaque visite d'entretien, le prestataire vérifiera la lisibilité de toutes les étiquettes d'identifications ainsi que les plaques d'instructions en cabine et les remplacera si nécessaire.

2.2.1 – Ascenseurs

Le titulaire doit adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil.

L'entreprise chargée de l'entretien s'engage à effectuer au moins une visite d'entretien toutes les six semaines.

L'intervalle entre deux visites de maintenance ne pourra être supérieur à six semaines.

En aucun cas une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite d'entretien.

Les opérations d'entretien des installations d'ascenseurs et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques, des lieux desservis, des technologies spécifiques des installations, des fréquences d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs.

Les opérations minimales d'entretien à effectuer ainsi que les périodicités minimales de mise en œuvre à respecter sont détaillées dans le tableau suivant :

LISTE DES OPERATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN ET FREQUENCES MINIMALES DE VERIFICATION (ASCENSEURS et ASCENSEURS DE CHARGE ELECTRIQUE ET HYDRAULIQUE)			
OPÉRATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN : Liste des pièces ou mécanismes à vérifier	INTERVALLE maximum de six semaines	FRÉQUENCE minimale semestrielle	FRÉQUENCE minimale annuelle
Cuvette (sauf dispositions particulières), toit cabine, local des machines (propreté éclairage)			X
Nettoyage de la gaine			X
Anti-rebond et contact (Hors câbles)		X	
Amortisseurs			X
Moteur d'entraînement et convertisseurs ou générateur ou pompe hydraulique		X	
Réducteur			X
Poulie de traction			X
Frein	X		
Armoire de commande	X		
Limiteur de vitesse (cabine et contrepoids) et poulie de tension (Hors câbles)			X
Poulies de déflexion / renvoi / mouflage			X
Guide cabine & contrepoids / vérin			X
Coulisseaux ou galets cabine et contrepoids/vérin		X	
Câblage électrique / Tableau d'arrivée de courant / Transformateurs principaux			X
Cabine d'ascenseur (ameublement)	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques...)			X
Câbles, courroies ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies palières :			
Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
Vérification course, guidage & jeux	X		
Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme (si équipé)	X		
Vérification et nettoyage des seuils des portes palières.			
Porte de cabine :			
Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
Vérification course, guidage & jeux	X		
Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
Vérification du dispositif de réouverture	X		
Contrôle et nettoyage des systèmes de protection de fermeture des portes.	X		
Vérification et nettoyage des seuils de porte cabine.	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositif hors course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur			X
Dispositifs électriques de sécurité :			
Vérification du fonctionnement	X		
Vérification de la chaîne de sécurité	X		
Vérification des fusibles	X		
Dispositifs de demande de secours	X		
Commandes & indicateurs aux paliers	X		
Dispositif de communication entre la cabine et la personne affectée à la surveillance de l'établissement	X		
Dispositif d'appel prioritaire pompier (fonctionnement + phonie)			X
Commande accompagnée à clef en cabine	X		
Sondes thermiques et asservissement de la manœuvre			X
Eclairage de la gaine		X	
Cuve hydraulique (niveau/fuites)	X		
Vérin hydraulique			X
Canalisations hydrauliques			X
Dispositif antidérive		X	
Hydraulique :			
Bloc de commande			X
Pompe à main / soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression		X	
Non arrêt dans la zone sinistrée (essais depuis l'armoire de manœuvre)			X

Thermostats et extraction forcée dans le local de machinerie et en gaine	X		
Trappe de secours et porte d'intercommunication, fonctionnement mécanique, présence de l'échelle et de la passerelle, fonctionnement des dispositifs électriques de sécurité. Présence de la pince coupante.			X

Les périodes de congés annuels du TITULAIRE ne donnent droit à aucune diminution ou restriction des fréquences de maintenance préventive et prestations comme définies au présent CCTP.

L'organisation du plan d'entretien est fixée dans le mémoire technique du titulaire.

2.2.2 - Monte-charge Non-accompagné

L'entreprise chargée de l'entretien s'engage à adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil.

En aucun cas une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite d'entretien.

En aucun cas, le titulaire ne peut effectuer **moins d'une visite par mois** pour les monte-charges, soit **douze visites par an**.

LISTE DES OPERATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN ET FREQUENCES MINIMALES DE VERIFICATION (MONTE-CHARGES)			
OPÉRATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN : Liste des pièces ou mécanismes à vérifier	A chaque visite	FRÉQUENCE minimale semestrielle	FRÉQUENCE minimale annuelle
Cuvette (sauf dispositions particulières), toit cabine, local des machines (propreté éclairage)			X
Nettoyage de la gaine			X
Anti-rebond et contact (Hors câbles)		X	
Amortisseurs			X
Moteur d'entraînement et convertisseurs ou générateur ou pompe hydraulique		X	
Réducteur			X
Poulie de traction			X
Freins (examen visuel)	X		
Armoire de commande (examen visuel)	X		
Poulies de déflexion / renvoi / mouflage			X
Guide cabine & contrepoids / vérin			X
Coulisseaux ou galets cabine et contrepoids/vérin		X	
Câblage électrique (état de conservation)			X
Habitacle (état de conservation)	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de l'habitacle en montée ou autre dispositif antichute (soupape rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques...)			X
Câbles, courroies ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies palières :			
Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
Vérification course, guidage & jeux des portes palières	X		
Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme (si équipé)	X		
Poignées de manœuvre (conservation, fixations)	X		
Porte de cabine (si existante) :			
Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
Vérification course, guidage & jeux	X		
Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification	X		
Vérification mécanismes de déverrouillage de secours	X		
Vérification du dispositif de réouverture	X		
Dispositifs destinés à maintenir les charges dans l'habitacle :			
Fonctionnement, état de conservation	X		
Asservissement électrique	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositif hors course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur			X
Dispositifs électriques de sécurité			
Vérification du fonctionnement	X		
Vérification de la chaîne de sécurité	X		
Vérification des fusibles	X		

Commandes & indicateurs aux paliers	X		
Sondes thermiques et asservissement de la manœuvre			X
Eclairage de la gaine		X	

OPÉRATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN (Suite) : liste des pièces ou mécanismes à vérifier	A chaque visite	FRÉQUENCE minimale semestrielle	FRÉQUENCE minimale annuelle
Cuve hydraulique (niveau/fuites)	X		
Vérin hydraulique			X
Canalisations hydrauliques			X
Dispositif antidérive		X	
Hydraulique :			
Bloc de commande			X
Pompe à main / soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression		X	
Thermostats et extraction forcée dans le local de machinerie et en gaine	X		
Dispositifs destinés à la protection des intervenants en gaine :			
Dispositifs permettant de préserver un volume de sécurité au-dessus et en dessous de la cabine (fonctionnement, asservissement électrique)		X	
Dispositif de verrouillage de l'habitacle pour les opérations de maintenance (fonctionnement mécanique et asservissement électrique)		X	

2.2.3 - Autres appareils (Monte-charge, Plateforme PMR, Elévateur, etc.)

Le titulaire doit adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil.

Il convient d'examiner minutieusement (examen de l'état de conservation) l'équipement à des intervalles entre 6 et 8 mois, soit deux visites par an, en portant une attention particulière à l'efficacité des caractéristiques suivantes :

Contrôles périodiques et essais :

1. Essais de fonctionnement

On entend par essais de fonctionnement d'un appareil de levage l'essai qui consiste :

a) A s'assurer de l'efficacité de fonctionnement :

- Des freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes les positions, la charge ou l'appareil,
- Des dispositifs contrôlant la descente des charges,
- Des dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de charge tels que :
- Limiteurs de course,
- Limiteurs de relevage,
- Limiteurs d'orientation,
- Dispositifs anticollisions,
- Dispositifs parachute.

b) A déclencher, lorsqu'ils existent, les limiteurs de charge et de moment de renversement, de façon à s'assurer de leur bon fonctionnement aux valeurs définies dans la notice d'instructions du fabricant ou, à défaut, au-delà de la charge maximale et à moins de 1,1 fois la charge ou le moment maximal.

2. Examen de l'état de conservation

On entend par « examen de l'état de conservation » l'examen qui a pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'appareil et de ses supports et de déceler toute détérioration susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses intéressant notamment les éléments essentiels suivants :

- Dispositif de calage, amarrage et freinage, destinés à immobiliser dans la position de repos les appareils de levage ;
- Freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes les positions, la charge de l'appareil,
- Dispositif contrôlant la descente des charges,

- Poulies de mouflage, poulies à empreinte,
- Limiteurs de charge et de moment de renversement,
- Dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anticollision, dispositifs parachute,
- Crochets et appareils de préhension mécanique, électromécanique ou pneumatique,
- Câbles et chaînes de charge.

Cet examen comprend un examen visuel détaillé de l'état de conservation, complété obligatoirement par des essais de fonctionnement.

En aucun cas, cependant, le titulaire ne peut effectuer moins de **deux visites par an** pour les autres appareils, soit **une visite par semestre avec un intervalle entre 6 et 8 Mois minimum**.

LISTE DES OPERATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN ET FREQUENCES MINIMALES DE VERIFICATION (AUTRES APPAREILS)		
Liste des pièces ou mécanismes à vérifier	FRÉQUENCE Minimale Semestrielle	FRÉQUENCE Minimale Annuelle
Dispositifs de verrouillage des portes palières	X	X
Circuits électriques de sécurité ;	X	X
Continuité de la mise à la terre ;	X	X
Moyens de support et de suspension de la plate-forme (câbles, chaînes, vérins, ciseaux...) ;	X	X
Unité d'entraînement et freins, y compris niveaux d'huile et appoint si nécessaire ;	X	X
Dispositifs contre les chutes libres et les descentes à vitesse excessives (parachute, vanne parachute, clapets anti-retour ou dispositifs équivalents)	X	X
Système d'alarme ;	X	X
Bords sensibles de sécurité et soufflets ;	X	X
Inspection des surfaces intérieures (distances, surfaces et arêtes vives)	X	X
Inspection des guides et des coulisseaux de guidage ou des rouleaux ;	X	X
Nettoyage de la cuvette de l'installation et du local des machines. Le PRESTATAIRE devra effectuer au titre du contrat de maintenance des nettoyages supplémentaires si l'accumulation de papiers, huile ou débris en cuvette et en gaine risquent de provoquer un incendie ;	X	X
La lubrification, le graissage, le remplacement et le nettoyage des pièces ;	X	X
Dispositifs de freinage destinés à immobiliser dans la position de repos l'appareil ;	X	X
Freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir l'appareil, dans toutes les conditions de charge	X	X
Canalisations hydrauliques fixes ou rigides	X	X

2.2.4 - Dispositions communes

Dans son forfait, le titulaire s'engage également à assurer les prestations complémentaires ci-après :

Pour tous les types d'appareils (article 2.2.1 ; 2.2.2 ; 2.2.3), en complément des opérations minimales d'entretien et des fréquences minimales de vérification, l'entreprise titulaire devra au minimum intégrer dans son plan d'entretien :

- Le nettoyage de la cuvette, du toit de la cabine, de la gaine et de la machinerie à chaque visite, afin d'éviter des accumulations de papiers, poussières, etc..... afin d'éviter le Risque incendie.
- A chaque visite d'entretien, la vérification et le nettoyage des systèmes de protection de fermeture des portes automatiques, cellule, barrière de cellules toute hauteur, etc.
- A chaque visite d'entretien, l'essai et l'entretien de la pompe de relevage et du système de détection d'eau en fond de fosse et la vérification et le nettoyage de la réservation prévue pour la pompe vers le conduit des eaux d'écoulements. Dans le cas d'une anomalie constatée, le titulaire devra remonter l'information sans délai au **CROUS Bretagne**.
- Une fois par an (sauf système de traction sans réducteur), les jeux de couple des groupes de traction seront mesurés et consignés avec les tolérances maximales et remis au propriétaire

- Après chaque vérification semestrielle, le contrôle et le réglage de la tension, de l'allongement, du glissement et de l'adhérence des câbles de traction, ainsi que le raccourcissement des câbles de suspension ou de limiteur autant de fois que nécessaire, afin d'assurer la réserve sous contrepoids et la tension de la poulie tendeuse. Le remplacement des câbles sont compris également.
- A chaque visite, l'entretien (réglages, lubrification, nettoyage...) des pièces des installations d'ascenseurs suivantes :
 - Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte, seuil de porte cabine, l'ameublement des cabines(entretien fonctionnel).
 - Paliers : ferme porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières, les équipements d'appel prioritaires et les boites pompiers, seuils des portes palières.
 - Machinerie : trappe et porte d'accès, boîte pompiers, Groupe de traction, balais du moteur, dispositifs constituant les tableaux de branchement en machineries (circuit Force et Lumière) et tous fusibles, les dispositifs d'alarme (hors canalisations enterrées ou inaccessibles, « batteries plus tableau d'alarme » quand ces derniers ne concernent pas uniquement les alarmes d'ascenseurs), les systèmes de téléphones et de télésurveillances, les systèmes d'antiparasitage.
 - Gaine : canalisations électriques, coulisseaux et poulie de contrepoids.
 - Éclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

2.3 - RÉPARATIONS OU REMPLACEMENTS DES PIÈCES COMPRIS DANS LE MARCHÉ

2.3.1 Réparation ou remplacement de type « minimale et normal » des pièces des installations d'ascenseurs, Monte-charge Non- accompagné et autres appareils (partie récupérable)

La réparation ou le remplacement des pièces des installations d'ascenseurs conformément à l'article 8 de l'arrêté du 18 novembre 2004 incombe à l'entreprise titulaire du présent marché d'entretien lorsqu'elles présentent une usure ou sont défectueuses.

L'entreprise s'engage à réparer ces pièces efficacement (main d'œuvre et fourniture) ou à les remplacer (main d'œuvre et fourniture) si elles ne peuvent pas être réparées.

- Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.
- Paliers : ferme porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, contres galets, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.
- Machinerie : balais du moteur, et tous fusibles.
- Gaine : coulisseaux et garnitures de contrepoids.
- Éclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

Dans les cas où les pièces nécessitent une réparation ou un remplacement et que celles-ci ne se fabriquent plus, l'entreprise prendra à sa charge les travaux d'adaptation des nouvelles pièces afin d'assurer une continuité de fonctionnement des ascenseurs.

2.3.2 Réparation ou remplacement des pièces importantes de type « Etendu et complet » des installations d'ascenseurs, Monte-charge Non- accompagné et autres appareils (partie non récupérable)

La réparation ou le remplacement des pièces des installations d'ascenseurs incombe à l'entreprise titulaire du marché d'entretien lorsqu'elles présentent une usure ou sont défectueuses.

L'entreprise s'engage à réparer ces pièces efficacement (main d'œuvre et fourniture) ou à les remplacer (main d'œuvre et fourniture) si elles ne peuvent pas être réparées (liste non exhaustive).

- Cabine : Indicateurs de position, Indicateurs de sens, Contacts à clefs, Cellule, Barrière de Cellules de passage, Ventilateurs, Dispositif de demande de secours et son système de batteries, Téléphone, Télésurveillance ou téléalarme, passerelle GSM, synthèse vocale, Pictogramme vert/jaune, boucle inductive, Bips/signal sonore, Garde pieds cabine, Contacts de surcharge ou pèse charge électronique.
- Paliers : Dispositifs limitant les possibilités d'actes de vandalisme sur les portes palières, mécanismes de déverrouillage de secours (triangle ou autres), Boîte à boutons d'appel paliers, Boîtes d'appels pompiers avec ou sans phonie, Indicateurs de position, Indicateurs de sens, Bips/signal sonore, gong de direction.
- ⊕ Gaine : Coulisseaux, garnitures et rollers de cabine, Chaîne de compensation, Câbles souples pendentifs, Câbles de sélecteur (ruban, chaîne, drisses....), Poulies de renvoi du limiteur, Poulies de mouflage et carter, Cames fixes ou mobiles, Parachutes de sécurité (cabine et contrepoids), Impulseurs, Orienteurs, Contacts fixes et mobiles, Interrupteurs d'étages et de fin de course, Amortisseurs cabine et contrepoids, sur le vérin hydraulique ; les Joints d'étanchéités et soupapes de rupture hydrauliques, Balustrades de sécurité et leurs contacts, Boîte d'inspection, Prises de courant, Interrupteurs d'éclairage, Boutons stop, Huileurs,
- Opérateur de porte cabine (moteur, courroies, contacts, axes, fixation, galets de suspension, câbles, chaînes, contre galets, carte électronique, variation de fréquence et système de verrouillage de porte cabine.
- En machinerie ou en haut de gaine pour les ascenseurs sans machinerie : Systèmes de fermeture des machineries ou des armoires dans la porte palière du dernier niveau ou autre niveau, Système de verrouillage de l'échelle, Cadenas, Contre-balancement de trappe, balais du moteur et tous fusibles, Groupe de traction (avec ou sans réducteur), Appoint d'huile de groupe de traction, Câbles ou courroies de traction, Câble de limiteur de vitesse, câble ou chaîne de sélection, Moteur (roulements, paliers, bobinage, rotor et stator, ventilateur, tachy, codeur, résolveur), Treuils (arbre à vis, engrenage, poulie, paliers, roulements, coussinets, courroies..) et leurs étanchéités, Gearless, Tableaux DTU, Frein (mâchoires, bobine, garnitures, conta...), Contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles, cartes électroniques,.....), tous Variateurs de vitesse (fréquence, courant, tension..), Cartes de régulation pilotées, Encodeurs, Contacts de contrôle de frein, Transformateurs, Contrôleur d'étages, Organes de sélecteur, Télésurveillances, Téléalarme, Phonie pompiers, Limiteur de vitesse, Courroies de transmission, Boîtier de rappel, Pompes hydrauliques, Groupe hydrauliques, Pot anti-pulsation, Distributeurs et électrovannes hydrauliques, Appoint d'huile hydraulique, Boîtier voyant de zone de porte, thermostats, les systèmes de retour automatique au niveau le plus proche intégrant les batteries de secours, les systèmes de redémarrage en cascade.
- Autre : Bobine et télécommande de limiteur, tous Dispositifs de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée (frein de câbles, frein de guides, frein d'arbre lent, parachute double sens, etc.), pompe de relevage et système de détection d'eau en fond de fosse et tous systèmes de régénération et d'économie d'énergie

Pour les prestations non prévues dans le contrat, le titulaire devra présenter un devis détaillé sur la base de la DPGF du présent lot.

Les prestations non-prévues par la DPGF devront faire l'objet d'un accord préalable de CROUS Bretagne après présentation d'un devis détaillé dans les huit heures suivant le constat par l'entreprise titulaire.

Un devis détaillé devra être présenté dans les 8 heures ouvrées à la Personne Responsable de proximité et du Marché du CROUS Bretagne.

2.3.3 Liste des pièces et travaux exclus du contrat

Les pièces suivantes ne sont pas incluses dans les clauses du contrat Minimal (2.3.1) et dans la partie des pièces importantes évoquées en 2.3.2 :

- Les éléments structurels de l'ascenseur : Structure cabine, arcade/étrier, parois, plancher, vantaux et encadrements de portes, guides, fils guides, attaches de guides, semelles de guides et tendeurs de fils guides, réaligement des guides cabines et contrepoids
- Les pièces d'ornements et de confort : Parois et finition cabine, sol cabine, plafond et faux-plafond cabine, ventilateur, tapis, ameublement en cabine, main courante, lisse de protection, strapontin et Miroir
- Les composants du bâtiment : Canalisations électriques fixes, tableau de distribution de courant et ses protections en amont, canalisations hydrauliques, liaison téléphonique filaire, séparation de gaine, conduit et ventilation de gaine et machinerie.
- Les composants Oléo dynamique : Remplacement & traitement du fluide (huile) des ascenseurs, le ou les vérin(s) des ascenseurs, raccords, et le ou les flexibles ou conduits fixes rigides.
- Les composants électriques du bâtiment : Autotransformateur d'alimentation, tous les systèmes d'asservissement spécifique pour la SSI, extracteur d'air machinerie et son conduit vers l'extérieur, pompe de relevage d'eau en cuvette et son conduit vers le réseau d'eau et le système de VMC ou de ventilation naturelle intermittente à clapet de la ventilation de la gaine.
- Les travaux de réparations consécutifs à une mauvaise manipulation d'utilisateur, à du vandalisme, à une inondation, à une ambiance corrosive, à un orage, à la foudre, à un incendie, à une catastrophe naturelle et à une surtension électrique.
- Les systèmes d'antiparasitage et de protection contre la foudre
- Les travaux de diagnostics et de retrait de matériel contenant de l'amiante
- Dans la gaine d'ascenseur, le fond de fosse et les locaux techniques des ascenseurs ainsi que leur cheminement, le curage, le pompage, l'assainissement, le cuvelage, la désinfection, le démoussage, la légionellose, le mûrisme, le vide ordure, la dératisation, la désinsectisation, la lutte contre les pigeons.
- Les travaux de Mise en conformité réglementaire, de rénovation, de modernisation, d'amélioration et d'embellissement.
- Le rapport initial et le rapport de vérification après travaux des organismes de contrôle obligatoire après chaque transformation importante.
- La remise en service des appareils suite à coupures de courant sur le réseau d'alimentation
- Le nettoyage des parties vitrées de la cabine et/ou de la gaine d'ascenseur
- La désinfection des linteaux de portes palières et des fonds de cuvette (seringues, urine, etc..)
- Les raccordements, la programmation, la fourniture et l'entretien des contrôles d'accès hors ascenseurs.

Pour les prestations non prévues dans le marché, le titulaire devra présenter un devis détaillé sur la base du cout horaire et du coefficient sur déboursé renseigné dans la DPGF.

Toute anomalie sur l'alimentation devra faire l'objet d'une information à la Personne Responsable de l'Unité de gestion, afin que le CROUS Bretagne fasse exécuter les travaux nécessaires au bon fonctionnement de l'alimentation.

Les prestations non-prévues devront faire l'objet d'un accord préalable du CROUS Bretagne sur présentation d'un devis détaillé dans les Vingt-quatre heures suivant le constat par l'entreprise titulaire.

Utilisation et explication des articles de la DPGF :

- Tous les articles de la DPGF comprennent à la fois la fourniture et la main d'œuvre.
- L'article taux horaire et le taux horaire de tous les articles de la DPGF sont identiques.
- L'utilisation de l'article taux horaires sera essentiellement avec le coefficient déboursé pour calculer le matériel qui n'apparaît pas dans la DPGF.
- Le prix du matériel ainsi que le nombre d'heure sera comparé et contrôlé par rapport aux autres articles similaires de la DPGF.

Le titulaire ne dispose pas de l'exclusivité des interventions correctives. Dans certains cas, ces interventions pourront être réalisées par l'établissement du CROUS Bretagne concerné ou par un tiers à ses frais, pour des travaux liés aux caractéristiques spécifiques de l'appareil, à l'accès aux pièces ou aux informations techniques, ainsi que pour des raisons économiques, de délais d'approvisionnements et de remise en service de l'appareil, quelques soit la valeur du montant HT.

Toutefois le titulaire pourra être sollicité en cas de besoin et devra valider le bon fonctionnement à la remise en service.

2.4 – PIÈCES DE RECHANGE ET DELAIS DE REMISE EN SERVICE

Pour la réparation ou le remplacement minimal des pièces des installations d'ascenseurs (article 2.3.1) et pour la réparation ou le remplacement des pièces importantes des installations d'ascenseurs (article 2.3.2), l'entreprise s'engage à ce que les matériels de remplacements soient au minimum de qualité identique à ceux en place. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant. L'adaptation de pièces sur les installations, si elle est nécessaire, relèvera de la responsabilité de l'entreprise chargée de l'entretien.

Toutes les pièces changées seront garanties deux ans. En fin de marché, lors de l'état des lieux visé à l'article 1.5, s'il s'avère que le matériel remplacé pendant le marché soit de moins bonne qualité, il procédera à son remplacement sans aucune indemnité.

Pour les pièces dont le remplacement fait partie du présent contrat, la durée minimale de disponibilité est de 30 ans.

Afin de réduire au maximum le temps d'indisponibilité des ascenseurs, le titulaire devra tenir, à ses frais, un stock de pièces de rechange disponible permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans :

- Les **vingt-quatre heures pour les pièces standards mentionnées à l'article 2.3.1**
- Les **soixante-douze heures pour les pièces importantes mentionnées à l'article 2.3.2,**

sauf les pièces importantes ci-dessous qui seront remplacées dans les délais maximums suivants :

NB : délais souhaités exprimés en jours ouvrés

- | | |
|--|--|
| - Portes palières : 20 jours | - Serrures : 3 jours |
| - Porte cabine : 15 jours | - Groupe de traction Gearless : 30 jours |
| - Opérateur porte cabine/Barrière de Cellules : 5 jours | - Câbles/courroies de traction : 10 Jours |
| - Tous Eclairages : 1 jour | - Contact de freins : 3 jours |
| - Boite à bouton cabine : 10 jours | - Mâchoire/Garniture de freins : 4 jours |
| - Boite à bouton palière : 5 jours | - Variation de fréquence : 8 jours |
| - Téléalarme/Télésurveillance : 3 jours | - Cartes électroniques : 3 jours |

NB : délais exprimés en jours ouvrés du (Lundi au vendredi)

Le titulaire exprimera ses meilleurs délais confirmés dans le mémoire technique Maintenance.

En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte de délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des ascenseurs supérieure à ces délais.

2.5 - DEPANNAGES

Dans le cadre du prix forfaitaire, le titulaire devra assurer toutes les demandes d'interventions d'utilisateurs bloqués ou de dépannage des installations dont il assure l'entretien courant.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée quel qu'en soit le motif.

Les interventions notamment dues au déclenchement du disjoncteur en pied de colonne seront prises en charge par le titulaire du marché.

Toute anomalie sur le tableau électrique devra faire l'objet d'une information à la Personne Responsable du Marché dans les 24h, afin que le **CROUS Bretagne** fasse exécuter les travaux nécessaires au bon fonctionnement de l'appareil.

2.5.1 – Usagers bloqués en cabine, sécurité

En cas d'**usagers bloqués en cabine ou dysfonctionnement pouvant affecter la sécurité**, le titulaire du marché doit intervenir dans un délai maximum de **60 minutes**, après la réception de l'appel téléphonique (ou mail) **24 HEURES/24, 7 JOURS/7**.

Le prestataire devra obligatoirement rappeler la cabine où se trouvent les personnes bloquées pour information sur le délai d'intervention réel du technicien.

Nota : Si l'ascensoriste estime qu'il ne pourra être présent sur site dans les délais, il doit contacter les pompiers. Le coût de l'intervention des pompiers et des dégradations éventuelles causées par les pompiers sera à la charge de l'ascensoriste.

2.5.2 – Arrêt de l'appareil

En cas d'**arrêt de l'appareil, sous réserve que celui-ci n'affecte pas la sécurité**, le titulaire du marché doit intervenir dans un **délai de 4 heures**, après la réception de l'appel téléphonique (ou mail), **7 JOURS/7 – 24 HEURES/24**.

Un message SMS et/ou un mail sera adressé automatiquement au **CROUS Bretagne** mentionnant la raison de l'arrêt.

2.5.3 – Dysfonctionnement de l'appareil

En cas de **dysfonctionnement de l'appareil, sous réserve que celui-ci n'affecte pas la sécurité**, le titulaire du marché doit intervenir dans un **délai de 4 heures**, après la réception de l'appel téléphonique, **7 JOURS/7 - dépannage de 8 heures à 18 heures pour des appels reçus entre 8 heures et 16 heures**.

2.5.4 – Remise en service et informations des utilisateurs

La remise en fonctionnement normal interviendra au maximum au bout de vingt-quatre heures.

Toute immobilisation de plusieurs heures devra être signalée au **CROUS Bretagne**, ainsi qu'à l'attention des usagers par l'apposition d'une pancarte sur chaque porte palière.

Un message SMS et/ou un mail sera adressé automatiquement au **CROUS Bretagne** mentionnant la raison de l'arrêt.

2.5.5 – Opérations et interventions exceptionnelles :

Le titulaire doit la récupération des objets tombés accidentellement en gaine d'ascenseur.

Le titulaire du marché doit intervenir dans un délai de 4 heures, après la réception de l'appel téléphonique, **7 JOURS/7 - récupération de 8 heures à 18 heures pour des appels reçus entre 8 heures et 16 heures**.

2.5.6 – Opérations et interventions pour les ERP et ERT :

Le titulaire doit signaler systématiquement sa présence dans l'établissement au PC sécurité ou à l'accueil.

Le registre de sécurité doit être également renseigné et complété à chaque visite ou intervention.

2.6 – TELEALARME - CENTRALE DE VEILLE

2.6.1 Généralités

L'entreprise titulaire du marché devra assurer les prestations minimales suivantes :

- Réception des alarmes avec liaison bidirectionnelle permanente avec son centre d'intervention 24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7, 365 JOURS PAR AN, compris leur conservation et archivage, pour transmission sur demande au CROUS Bretagne
- Réception des alarmes 24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7, 365 JOURS PAR AN, en cas d'enfermement des intervenants en gaine
- Identification automatique par le service de réception de l'origine des appels
- Le rappel cabine pour indiquer que la communication est établie avec le technicien
- Intervention consécutive à la réception des messages pour assurer une éventuelle désincarcération dans le délai fixé à l'article 2.5.1
- L'auto contrôle (appel cyclique) de la liaison téléphonique et du bon fonctionnement du transmetteur (EN81-28:2018)
- Le test pour l'établissement d'une communication phonique effectué par le technicien depuis la cabine de l'ascenseur validant l'intervention de fin d'alarme et d'acquittement auprès de son centre de réception d'appel (EN81-28 :2018)
- L'abonnement téléphonique GSM 3G minimum auprès d'un opérateur M2M avec un réseau Multi-opérateur de préférence, permettant de couvrir le territoire sur sa plus large surface.
- L'enregistrement des communications avec sauvegarde pendant la durée d'une année.

Sur l'ensemble des ascenseurs listés au présent CCTP, le titulaire devra mettre en place une passerelle GSM obligatoirement « compatible et 3G minimum » de même constructeur que la téléalarme conservée ou de type Amphitech AS0360 ou ANEP P3GU ou équivalent. La téléalarme existante sera obligatoirement remplacée, dans le cas, où celle-ci est incompatible avec un GSM. Les passerelles et téléalarmes seront conforme à la norme EN 81-28 et EN 81-70 permettant l'échange de donnée et communications DTMF ou autres. La passerelle GSM sera connectée **sur une alimentation secourue à l'identique de la téléalarme (conformité Nomes EN 81-28).**

Les abonnements et toutes les démarches administratives ou techniques sont à la charge du titulaire, incluant l'amené du câble téléphonique entre chaque appareil selon les distances admissibles, si celui-ci opte pour un GSM raccordé sur plusieurs appareils.

En aucun cas, **les ascenseurs ne pourront fonctionner sans téléalarme.**

Toute modification d'équipement et d'opérateur téléphonique doit être validée par le propriétaire ou son représentant concerné.

2.6.1.1. Prises en compte des appels téléphoniques

La centrale de veille devra assurer la réception des demandes d'interventions par les appels téléphoniques aux conditions indiquées au point 2.6.1.

Il mettra à ce titre à la disposition du CROUS Bretagne un numéro de téléphone unique et non surtaxé.

A titre informatif, les appels pourront provenir de différentes sources :

- o Les usagers des ensembles immobiliers des RU et des CU,
- o Le personnel du CROUS Bretagne
- o Les services du CROUS Bretagne (hors des horaires d'ouvertures des Unités de Gestion)
- o Le cadre d'astreinte du CROUS Bretagne (hors des horaires d'ouvertures des Unités de Gestion)
- o Tout autre utilisateur

Pour rappel, les coordonnées et Noms des personnes appelantes seront demandées systématiquement par la centrale de réception des appels.

2.6.2 – Dispositif de secours ERP et ERT (Règlement AS, GE, etc..) et de sécurité contre les risques d'incendie et de panique

Le prestataire titulaire du marché devra assurer les prestations minimales suivantes :

- Essai, contrôle, vérification et entretien de la NDNS (Non-desserte des niveaux sinistrés), hors interface bâtiment SSI
- Essai, contrôle, vérification et entretien de l'alarme sonore ou phonique depuis l'intérieur de la cabine, au service de surveillance ou à un responsable désigné par l'exploitant, hors interface bâtiment et GTC
- Essai, contrôle, vérification et entretien du dispositif d'appel prioritaire pompier, pour certains types ERP ou appareils équipés, hors interface GTC
- Essai, contrôle, vérification et entretien du contact à clé PRIC cabine, hors clés supplémentaires
- Essai, contrôle, vérification et entretien de la trappe ou porte de secours cabine avec les serrures et contacts asservies à l'ascenseur, ainsi que la présence de l'échelle de secours.
- Essai, contrôle, vérification et entretien du dispositif d'extraction d'air en gaine ou machinerie

2.6.3. Prise du marché

Les ascenseurs sont équipés d'un système de téléalarme avec liaison phonique bidirectionnelle entre les cabines et la centrale de veille.

Le titulaire du présent marché fera son affaire des démarches et relations avec l'ancien prestataire pour garantir la continuité du service entre la prise d'effet du contrat et la reprogrammation ou l'installation de nouvelles téléalarmes avec GSM.

En aucun cas, les ascenseurs ne pourront fonctionner sans téléalarme.

Les travaux d'installation ou de reprogrammation seront effectués en **2 Mois maximum** à compter de la prise en compte des appareils.

Les abonnements nécessaires et consommations téléphoniques seront à la charge du titulaire avec fourniture de carte SIM GSM 3G dès leur Mise en service effective. Le titulaire devra un point mensuel précis sur l'avancement des travaux GSM, de manière à ce que les lignes existantes soit résiliées par chaque UG.

Le titulaire sera entièrement responsable du bon fonctionnement des lignes téléphoniques y compris en cas de liaisons entre machineries.

Les coûts de carte SIM avec abonnement seront intégrées dans la colonne « prestations NON RECUPERABLE » (article 2.3.2) prévue à cet effet, dans le BPU-DQE concerné.

2.6.4. Dispositif de secours ERP et ERT (Règlement AS, GE, etc..) et de sécurité contre les risques d'incendie et de panique

Sur les ascenseurs équipés de l'alarme sonore et/ou phonique depuis l'intérieur de la cabine vers le service de surveillance et/ou vers le responsable désigné par l'exploitant et/ou vers le module palier du niveau pompier, le titulaire du présent marché doit le contrôle, la vérification et l'entretien afin d'assurer leur bon fonctionnement.

2.6.5. Nouveaux appareils

Sur les appareils rentrant dans le parc du CROUS Bretagne (construction neuves ou rachat de patrimoine) non équipés de téléalarme et d'alarme sonore sur le toit de cabine, et/ou équipés de téléalarme et d'alarme sonore Hors service ou Non-conformes, et/ou Non reprogrammables, et/ou Non connues ou reconnues par la centrale de réception du titulaire, le titulaire doit mettre en place les moyens nécessaires afin d'assurer le service, le fonctionnement et l'alarme par la fourniture et pose d'une téléalarme à protocoles « ouvert » à 3 points conformes SAE, EN81-28 et EN 81-70 type Amphitech PTU80 avec GSM AS03 ainsi que la plaque d'instruction correspondante en cabine.

La téléalarme sera compatible avec tous les prestataires de réception d'appel et n'affectera pas le fonctionnement, en cas de remplacement, des autres équipements tels que la synthèse vocale, les pictogrammes J/V, la boucle magnétique, les afficheurs, les Bips et tous les autres matériels.

2.7 – SECURITE

Le personnel du prestataire chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues au Décret **2008-291** du 28 mars 2008 modifiant le décret 2004-964 du 09 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générale et particulière au bâtiment et au CROUS Bretagne et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés et intervenants.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise.

Il doit informer sans retard, le CROUS Bretagne de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité ou un danger. (Unité de gestion et CROUS Bretagne en priorité)

2.8 – ETUDE DE SECURITE

L'entreprise s'engage à réaliser à sa charge, une étude de sécurité spécifique dans les six semaines suivant la prise en charge des installations suivant la date de prise d'effet du marché conformément au décret 2008-1325 du 15 Décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.

L'étude de sécurité spécifique est mise à jour, conformément à l'article R.4543-4 du décret 2008-1325 du 15 Décembre 2008, dans un délai de six semaines, lorsque survient un événement susceptible d'affecter l'évaluation des risques

Une fiche signalétique des risques est tenue en permanence à la disposition des travailleurs de l'entreprise intervenante dans le local de machinerie de l'ascenseur.

L'ensemble des études de sécurité spécifiques sera transmis au CROUS Bretagne en 1 envoi (format dématérialisé), au plus tard le 31 mars 2019.

2.9 – AMIANTE

2.9.1 – Modalités d'intervention en cas de suspicion d'amiante

Conformément au décret n°2011-629 du 3 juin 2011, le CROUS Bretagne fourni au titulaire préalablement à son intervention l'ensemble des dossiers techniques amiante en sa possession et prévus par la réglementation. Il communiquera notamment les DTA et tout rapport de repérages relatifs aux locaux concernés par le présent marché.

Le titulaire devra se conformer à la réglementation en vigueur en matière de gestion du risque amiante, et notamment les dispositions prévues dans le décret n°2012-639 du 04 Mai 2012.

En outre, les personnels du titulaire intervenant au profit du présent marché peuvent être amenés à réaliser des interventions susceptibles de libérer des fibres d'amiante. Ces activités relevant de la sous-section 4, après vérification de leur aptitude médicale, les personnels du titulaire devront être formés selon les dispositions de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Le titulaire devra fournir pour chaque opérateur et encadrant de chantier amené à intervenir dans le cadre du présent marché une attestation de formation.

Avant chaque intervention, le titulaire devra effectuer son analyse de risque.

Si, à l'issue de cette analyse de risque, le titulaire estime que son intervention est susceptible de libérer des fibres, il devra fournir au **CROUS Bretagne**, un mode opératoire dans lequel figureront notamment :

- La nature de l'intervention,
- Les matériaux concernés,
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre,
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre,
- Les caractéristiques des équipements de protection individuels et collectifs, et de décontamination des travailleurs,
- Les caractéristiques des équipements de protection des personnes se trouvant à proximité de l'intervention,
- La procédure de décontamination des travailleurs et équipements,
- La procédure de gestion des déchets,
- Les durées et temps de travail prévus.

Le titulaire devra transmettre ce mode opératoire à l'inspection du travail, l'OPPBT et aux services de prévention des organismes de sécurité sociale.

Si la durée prévisible de l'intervention est supérieure à 5 jours, le titulaire devra joindre à ce mode opératoire, les caractéristiques de l'intervention :

- Lieu, date de commencement, durée prévisible de l'intervention,
- Localisation de la zone à traiter, description du lieu d'intervention,
- Liste des dossiers techniques remis par le gestionnaire,
- Liste des travailleurs impliqués mentionnant les dates de délivrance des attestations de compétence des travailleurs et de visite médicale

Sur demande de l'inspection du travail, le titulaire pourra être amené à apporter des modifications à son mode opératoire à ses frais.

Le titulaire devra contrôler le niveau d'empoussièrement généré selon les modalités définies dans la réglementation en vigueur.

Si ce niveau est supérieur à celui estimé au cours de l'évaluation des risques, le titulaire devra obligatoirement prévenir le **CROUS Bretagne** et suspendre son intervention. Il devra alors mettre en œuvre à ses frais les mesures de confinement et de limitation de la diffusion de fibres d'amiante ad hoc, en attendant de redéfinir le mode opératoire adapté à mettre en œuvre.

Si ce niveau est supérieur au troisième niveau défini dans l'arrêté n°2012-639 du 04/05/2012, le titulaire devra également prévenir l'inspection du travail et les services de prévention des organismes de sécurité sociale.

2.9.2 – Sécurisation et signalisation des zones d'intervention

En cas d'intervention susceptible de libérer des fibres d'amiante, le titulaire devra prendre contact en temps utile avec les services techniques du **CROUS Bretagne** et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces prestations.

Il devra fournir et mettre en œuvre tous les moyens appropriés afin que la zone d'intervention soit balisée, signalée et rendue inaccessible aux personnes extérieures au chantier.

Cette signalétique devra notamment mentionner :

- Le danger amiante,
- Les EPI obligatoires,
- L'interdiction d'accès à la zone au public,
- Le niveau d'empoussièrement estimé.

2.9.3 – Gestions des déchets - Propreté

Le titulaire doit procéder à la mise en décharge de tous les déchets générés par son activité sur les installations du **CROUS Bretagne**. Il en supporte tous les frais induits.

Ces déchets comprennent notamment :

- Les emballages des produits et matériels fournis par le titulaire,
- Les matériels ou produits usagés, remplacés ou déposés dans le cadre du présent marché,
- Les résidus des produits consommables utilisés,
- Les gravats.

Le titulaire a l'obligation de respecter la réglementation spécifique au traitement des déchets industriels. Il devra pouvoir justifier du respect de cette réglementation (traçabilité).

Il fournira à cet effet, les bordereaux de suivi de déchets.

Le titulaire doit également respecter la réglementation spécifique aux déchets amiantés.

Pour cela, au fur et à mesure de ses interventions, les déchets de toute nature susceptible de libérer des fibres d'amiantes devront être conditionnés par le titulaire dans des emballages appropriés et fermés (avec apposition de l'étiquetage ad hoc) de manière à ne pas provoquer d'émission de poussière.

Le titulaire prendra à sa charge la gestion, le transport et l'élimination des déchets générés par ses interventions conformément à la réglementation en vigueur.

Selon le volume de déchets générés, soit il les fera enlever par un transporteur directement à partir du lieu du chantier, soit il assurera leur stockage provisoire dans ses propres locaux en attendant leur envoi en filière d'élimination.

Dans tous les cas, le titulaire devra faire remplir les BSDA, au **CROUS Bretagne** avant que les déchets ne quittent le site, et remettra au **CROUS Bretagne**, les BSDA intégralement remplis une fois les déchets pris en charge par le ou les centres d'élimination et de traitement.

Le titulaire prévoira les moyens de manutention pour l'évacuation des déchets : véhicules appropriés, transpalette, bacs de récupération...

2.9.4 – Consultation des DTA et/ou DAAT

Le titulaire pourra désigner un référent afin qu'un accès à une base de données des DTA ouverte auprès du prestataire par le **CROUS Bretagne**. Cette base est consultable directement avec les services techniques du CROUS.

2.10 – SYSTEME D'ANTIPARASITAGE ET DE FILTRES ELECTRONIQUES

Le titulaire pourra désigner un référent afin qu'un accès à une base de données des DTA ouverte auprès du prestataire par le **CROUS Bretagne**. Cette base est consultable directement avec les services techniques du CROUS.

ARTICLE 3 - MODALITES D'INTERVENTION

Dans la majorité des cas, le titulaire sera en contact avec les UG des sites et organisera ses visites directement sur place. Le titulaire sera tenu à la discrétion professionnelle compte tenu de son accès aux locaux, des clefs et des codes qui pourront être mis à sa disposition.

Dans le cas de sites seuls et isolés, le titulaire devra venir récupérer les clefs à un horaire défini avant avec l'UG, si nécessaire.

Le technicien du titulaire signera le bordereau de remise des clefs et laissera ses coordonnées pour être joignable en cas de besoin.

Sauf décision contraire de l'UG, les clefs sont obligatoirement restituées au plus tard le soir même.

Les UG s'engageront à :

- Laisser le libre accès des installations aux personnels du titulaire pour les dépannages et les visites systématiques,
- Maintenir les locaux où est situé le matériel en état de salubrité et de propreté,
- Maintenir les alimentations électriques en conformité avec la réglementation en vigueur

En cas de locaux inaccessibles, d'équipement dangereux ou insalubres, ne permettant pas de réaliser la prestation de manière pleine et entière, le titulaire en informera sans délai et par écrit l'UG concerné.

Le cas échéant, le personnel d'intervention du titulaire pourra refuser d'effectuer les opérations d'interventions pour lesquelles les mesures de sécurité lui paraîtraient insuffisantes. Il en informera le **CROUS Bretagne** concerné.

3.1 – PLANNING :

L'entretien préventif des installations doit être effectué dans les jours ouvrés de 8h30 à 16h30.

3.2 – MOYENS DE COMMUNICATION :

Le prestataire devra être en possession de moyens de communication permettant de le contacter tant par le **CROUS Bretagne** que par les usagers eux-mêmes.

Le Prestataire devra également indiquer les moyens de liaisons (véhicules radio, etc....) dont il est équipé pour répondre 24 heures/24 et 7 jours/7 aux obligations du marché.

Un numéro d'appel d'urgence devra être fourni par le prestataire dès la prise en charge des installations de sorte que celui-ci soit communiqué au **CROUS Bretagne**.

Le titulaire devra obligatoirement mettre à disposition un extranet au **CROUS Bretagne**.

Le référent du **CROUS Bretagne** pourra consulter les dates de réalisation des visites d'entretien, ainsi que le suivi de l'ensemble des interventions :

- Date, heure et origine de la demande (résident, ...)
- Date, heure de l'intervention,
- Cause et origine de la panne,
- Date de remise en service

En parallèle, le titulaire proposera des accès extranet pour chaque UG dans la mesure du possible (par secteur). Celles-ci pourront alors visualiser ces informations, uniquement pour les appareils de leur secteur respectif.

Ces renseignements figureront dans le mémoire technique remis avec l'offre, la manière de renseigner les appareils dans leur outil de gestion devront répondre à l'attente du **CROUS Bretagne**.

3.3 – INFORMATIONS AVANT INTERVENTIONS PREVENTIVES

Un planning global annuel de prévision de visite sera fourni au **CROUS Bretagne** et à chaque UG à chaque début d'année.

L'immobilisation sera signalée aux usagers par l'apposition d'une pancarte sur chaque porte palière pendant toute la durée de la visite périodique.

3.4 – INFORMATIONS APRES INTERVENTIONS PREVENTIVES

Après chaque intervention préventive, la société de maintenance devra poser en cabine un avis de passage (affichette dans support) mentionnant la dernière date de visite de maintenance avec le nom du technicien.

3.5 – INFORMATIONS DU CROUS BRETAGNE ET UG

En début de marché, le **CROUS Bretagne** et/ou les UG remettra à l'entreprise attributaire du marché une liste complète comprenant :

- Noms, prénoms, fonctions, numéros de téléphone et adresses mails des correspondants de chaque UG du **CROUS Bretagne** concerné.
- Les coordonnées de la centrale de veille du **CROUS Bretagne**
- Les coordonnées du Cadre d'Astreinte du **CROUS Bretagne** par UG

Cette liste permettra au titulaire de respecter les consignes imposées ci-dessous.

Le titulaire devra informer le CROUS Bretagne et les UG dans les cas de figures suivants, et dans les conditions qui suivent :

3.5.1 – Généralité

Dans tous les cas de figure, le titulaire devra informer le référent de l'UG du **CROUS Bretagne**

3.5.2 – Information en cas de problème de sécurité

En cas de problème de sécurité, le titulaire s'engage à contacter par téléphone dans l'heure suivant le constat :

- Dans les horaires d'ouverture : le référent de l'UG suivi d'un mail d'information immédiatement après l'appel téléphonique
- Hors des horaires d'ouverture : la centrale de veille ainsi qui préviendra le cadre d'astreinte de l'UG, suivi d'un mail d'information au référent du **CROUS Bretagne**.

3.5.3 – Information en cas d'immobilisation supérieure à 24 heures

Le titulaire devra envoyer un mail, avec accusé de réception et de lecture, dans les 4 heures suivants le constat mentionnant :

- Le numéro et adresse de l'installation
- La date et l'heure de l'arrêt,
- La raison de l'arrêt,
- La date prévisionnelle de remise en service

Aux personnes suivantes :

- Référent de l'UG du **CROUS Bretagne**
- Aux référents du **CROUS Bretagne**

Toute immobilisation de plus de 24h00 devra être signalée aux résidents par l'apposition d'une pancarte « type » sur l'ensemble des niveaux desservi par l'appareil. **Cet affichage devra être présenté dans le mémoire technique.**

En cas d'immobilisation liée à une panne, un sinistre (inondation, incendie, etc..) ou à un acte de malveillance (incivilité, vandalisme, etc..), la procédure de l'annexe 2 devra être scrupuleusement respectée.

3.5.5 - Informations après interventions correctives :

Après chaque **intervention corrective**, la société de maintenance transmettra par un e-mail à l'UG du **CROUS Bretagne**, un rapport d'intervention sur lequel il aura explicité l'objet de son intervention ainsi que l'heure d'arrivée et l'heure de remise en service de l'appareil.

3.6 - Nettoyage :

Après toutes interventions, le prestataire veillera à maintenir les alentours des appareils dans le même état de propreté qu'il les a trouvés en commençant son intervention.

En cas d'altération excessive de la propreté des communs par le titulaire, il devra à ses frais, nettoyer la partie en question. L'UG du **CROUS Bretagne** sera seule juge de l'aspect excessif des dégradations.

ARTICLE 4 - RAPPORT D'ACTIVITE

4.1 – CARNET D'ENTRETIEN

Le prestataire devra tenir à jour l'historique des interventions réalisées sur les installations dans un carnet d'entretien.

Ce carnet d'entretien comportera les informations suivantes :

➤ **Pour chaque visite, opérations et interventions :**

- Adresse de l'installation
- La date de l'intervention, les heures d'arrivée et de départ
- Noms et signatures des techniciens qui sont intervenus
- Nature des interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien

➤ **En complément, pour chaque appel :**

- | | |
|-----------------------------------|---|
| ▪ Date et heure de l'appel | ▪ Description de la panne |
| ▪ Objet de l'appel | ▪ Solution mise en œuvre |
| ▪ Nom de la personne ayant appelé | ▪ Date et heure de remise en service |
| ▪ Nature de la panne : | * Technique - *Sinistre/ Malveillance |
| | * Autres (Pas de panne à l'arrivée, 24/7, coupure d'alimentations, fonctionne à l'arrivée, etc..) |

Le carnet d'entretien **doit être mis à jour** lors de chaque visite et de chaque intervention de dépannage.

Les carnets d'entretien seront sous forme informatique situé chez le titulaire du présent marché.
L'utilisation de codes dans la rédaction du carnet d'entretien est formellement interdite.

En complément, le prestataire devra être en mesure de le transmettre par mail dans l'heure suivant toute demande du **CROUS Bretagne** et ceux-ci devront être consultables sur l'**extranet** avec **identifiant et mot de passe** mis à disposition par le titulaire.

4.2 – RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL

Annuellement, le prestataire transmettra au **CROUS Bretagne** ou à un tiers désigné par celui-ci, un rapport d'activité.
Le prestataire devra être en mesure de le transmettre par mail.

Ce rapport d'activité précisera pour chaque appareil :

- Le taux d'appels pour l'année passée
- Les observations et l'analyse de ce taux d'appels et de son évolution
- Les préconisations de travaux pour chaque appareil
- Le montant engagé au titre de l'article 2.3.2 (réparations des pièces importantes) ou au titre des travaux hors marché

Pour chaque appareil, le prestataire pourra transmettre le carnet d'entretien, avec l'historique des appels et interventions sur 1 an.

Annuellement, une analyse contradictoire s'effectuera entre le titulaire du marché, le **CROUS Bretagne** et à un tiers désigné par celui-ci, sur la base de ce rapport d'activité annuel.

Le titulaire remplira l'Annexe 3 et l'annexe 4 pour répertorier les travaux de maintenance annuelle sur chacun des ascenseurs ainsi que le nombre d'intervention effectué et répertorié comme suit :

- * Technique - *Sinistre/ Malveillance
- * autres

4.4 – SUIVI DE MAINTENANCE

Le CROUS Bretagne s'appuie sur une assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi périodique des ascenseurs. L'Assistant à Maître d'Ouvrage réalisera des audits de maintenance sur le parc.

Le titulaire devra tenir à jour l'avancement des levées de réserves de maintenance émises par l'Assistant à Maître d'Ouvrage mensuellement.

L'utilisation de son site est imposée pour le titulaire pour l'avancement des actions de levées réserves.

4.5 – REUNIONS

Dans le cadre du marché, sur simple demande du **CROUS Bretagne**, le responsable des prestations du titulaire doit être présent à toutes les réunions organisées par l'UG ou le **CROUS Bretagne** dans ses locaux.

En cas d'absence du responsable des prestations du titulaire à une réunion planifiée et validée avec le **CROUS Bretagne**, celui-ci se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au CCAP.

ARTICLE 5 - VERIFICATIONS TECHNIQUES, DIAGNOSTICS ET SUIVI DE MAINTENANCE

5.1. VERIFICATIONS ET DIAGNOSTICS TECHNIQUES

LE **CROUS Bretagne** peut à tout moment procéder ou faire procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler, repérer ou diagnostiquer, à ses frais par un organisme technique ou de repérage, les appareils concernés par le présent marché.

Les contrôles prévus annuellement sont au minimum de :

- 2 visites semestrielles des suspentes en fonction des établissements
- 1 Vérification périodique des installations d'ascenseurs, monte-charge et élévateur de personnes.

Les contrôles prévus tous les cinq ans sont au minimum de :

- 1 Vérification réglementaire des ascenseurs en exploitation dans les établissements recevant du public du premier groupe.
- 1 Contrôle technique quinquennal pour la sécurité des ascenseurs existants comme définis au Décret N°2012-674 du 7 Mai 2012 et à l'arrêté du 7 Aout 2012.

Pour ce faire (visites annuelles ou quinquennales), le titulaire sera prévenu au minimum 1 semaine avant la date de la visite prévue. Dans certains cas, ces visites pourront être planifiées en même temps que les visites de maintenance du titulaire en commun accord avec le contrôleur.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à être représenté lors de ces visites réalisées par un expert à la demande du **CROUS Bretagne**.

Les diagnostics de repérage de matériel amiantés ou plomb à chaque programme de travaux autant de fois que nécessaire.

En cas d'absence à un rendez-vous planifié et validé avec l'organisme de contrôle, le titulaire prendra à sa charge le coût de la visite supplémentaire nécessaire à la réalisation de l'ensemble des essais.

Ces contrôles et vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

Si ces vérifications ou les contrôles techniques obligatoires mentionnés à l'article R 125-2-7 du décret du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs démontraient des défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement des appareils ou que les opérations d'entretien n'ont pas été effectuées conformément au marché, le titulaire serait tenu de prendre les mesures nécessaires pour supprimer ces défauts sans supplément de prix, et rembourserait au propriétaire les honoraires des organismes contrôleurs engagés.

Pour les toutes réserves émises par un organisme de contrôle ou d'un tier mandaté par **le CROUS Bretagne**, le titulaire serait tenu de prendre les mesures nécessaires pour supprimer ces défauts et ces réserves sans supplément de prix dans un délai de :

- 24h00 pour toutes réserves concernant la sécurité des usagers ou des intervenants
- 3 mois calendaires maximum pour toutes les autres réserves.

L'utilisation de son site est imposée pour le titulaire pour l'avancement des actions de levées réserves.

Un point mensuel est attendu sur l'avancement des levées de réserve effectuées par le prestataire.

5.2. SUIVI DE LA MAINTENANCE

LE **CROUS DE RENNES** peut à tout moment faire procéder à une vérification technique des appareils concernés par le présent marché.

En cas de réserves constatées, le titulaire devra engager les actions correctives dans un délai de **3 mois** maximum pour les réserves de maintenance et de **24H00** pour les réserves concernant la sécurité.

Le titulaire de maintenance aura accès à l'outil informatique, plateforme ou site internet du contrôleur ou diagnostiqueur pour consulter, télécharger et traiter les réserves de maintenance. **La saisie des opérations de levées de réserves sera à effectuer par l'entreprise obligatoirement sur le site ou support mis à disposition par l'AMO ou le Contrôleur.**

Ce support accessible par l'ascensoriste et le maître d'ouvrage en temps réel permettra de quantifier et de mesurer les respects des délais et des observations à traiter.

En complément, le titulaire devra transmettre au **CROUS Bretagne**, dans les quinze jours suivant la fin des levées des réserves, Une attestation de levée de réserves obligatoire par appareil émanant, soit du site mis à disposition ou rédiger par l'ascensoriste directement sur les installations du lot dont le titulaire est attributaire.

Le propriétaire se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au CCAP.

J'accepte, après en avoir pris connaissance, les conditions du présent marché.

L'entreprise soumissionnaire renseignera dans le mémoire technique son organisation pour assurer la formation au sein de son entreprise et son programme de formation annuel pour les techniciens intervenants.

J'accepte, après en avoir pris connaissance, les conditions du présent CCTP.

Fait en 2 exemplaires

Pour le CROUS de RENNES - BRETAGNE :
NOM :

QUALITE :
à :
LE :
Signature et cachet

Pour l'Entreprise :
NOM :

QUALITE :
à :
LE :
Signature et cachet

ANNEXE 1 – Liste des appareils Lot N°1 – CROUS DE RENNES-BRETAGNE

Lot N°1 – 35/22

1. Ascenseur N°356294, 630 Kg CU Beaulieu 33. Avenue du Professeur Charles Foulon RENNES
2. Ascenseur N°356523 Bâtiment B, (Ascenseur Koné neuf 2013) CU Beaulieu 33. Avenue du Professeur Charles Foulon 35000 RENNES
3. Ascenseur N°356295, Bâtiment C, CU Beaulieu 33. Avenue du Professeur Charles Foulon 35000 RENNES
4. Ascenseur N°356296 (UJ666) 630 Kg CU Beaulieu - Moulin de Joué 33. Avenue du Professeur Charles Foulon 35000 RENNES
5. Ascenseur N°356297 (UJ800) 630 Kg CU Centre - Le Parc 94. Boulevard de Sévigné RENNES
6. Ascenseur N°356298 (AM002435) 375 Kg CU Centre - St Hélier 20. Rue St Hélier RENNES
7. Ascenseur N°356299 630 Kg Kone SLM CU Centre - Patton 12. Rue du Houx 35000 RENNES
8. Asc Droît N°356300 (AMB21631) CU Villejean Ouest-Languedoc 1. Rue Winston Churchill 35000 RENNES
9. Asc Gauche N°356301 (AMB21632) CU Villejean Ouest-Languedoc 1. Rue Winston Churchill 35000 RENNES
10. Ascenseur N° 356302 (AMB20151) CU Villejean Ouest-Barbara 1. Rue Barbara 35000 RENNES
11. Ascenseur N°356303 (CEV89) CU Villejean Ouest-Beauregard 7. Rue Tanguy Prigent 35000 RENNES
12. Ascenseur N°356304 (10583882) CU Villejean Alsace-La Touche 2. 33 Rue Léon Ricottier 35000 RENNES
13. Ascenseur N°356305 (GG094) CU Villejean Alsace Flandre Dunkerque - Beniquet 2. Rue d'Alsace 35000 RENNES
14. Ascenseur N°356306 (GG095) CU Villejean Alsace Flandre Dunkerque - Glénan 2. Rue d'Alsace 35000 RENNES
15. Ascenseur N°356311 (LC865) RU Beaulieu Etoile Astrolabe Allée Beaulieu/Allée Jean d'Alambert 35000 RENNES
16. Ascenseur N°356307 Kone SLM RU Beaulieu Etoile 37. Avenue du Professeur Charles Foulon 35000 RENNES
17. Ascenseur N°356308 1000 Kg Koné SLM RU Beaulieu Etoile 37. Avenue du Professeur Charles Foulon 35000 RENNES
18. Ascenseur A N°356309 RU Beaulieu Etoile 37. Avenue du Professeur Charles Foulon RENNES
19. Ascenseur B N°356310 RU Beaulieu Etoile 37. Avenue du Professeur Charles Foulon RENNES
20. Ascenseur N°355880 RU Beaulieu Etoile 630 Kg panoramique Vmotion 39. Avenue du Professeur Charles Foulon 35000 RENNES
21. Ascenseur N°351015 Cuisine Denrées RU Bruz - Ker Lann Avenue Saint Exupéry 35000 RENNES
22. Ascenseur N°351016 Cuisine Plonge RU Bruz - Ker Lann Avenue Saint Exupéry 35000 RENNES
23. Ascenseur N°351013 Publics RU Bruz - Ker Lann Avenue Saint Exupéry 35000 RENNES
24. Ascenseur N°351014 Cuisine Sale RU Bruz - Ker Lann Avenue Saint Exupéry 35000 RENNES
25. Monte charges N°356312 Monte-charge RU Duchesse Anne 110. Boulevard de la Duchesse 35000 RENNES
26. Ascenseur N°356313 630 Kg RU Duchesse Anne 110. Boulevard de la Duchesse 35000 RENNES
27. Ascenseur N°356314 Publics RU le Fougères 46. Rue Jean Guéhenno 35000 RENNES
28. Ascenseur N°356315 Cuisine Sale RU le Fougères 46. Rue Jean Guéhenno 35000 RENNES
29. Ascenseur N°356316 Propre RU le Fougères 46. Rue Jean Guéhenno 35000 RENNES
30. Ascenseur N°351455 1000Kg Cuisine Contaminée RU Villejean 1 Le Métronome avenue de la Bataille Flandres Dunkerque 35000 RENNES
31. Ascenseur N°351454 Public 630Kg RU Villejean 1 Le Métronome avenue de la Bataille Flandres Dunkerque 35000 RENNES
32. Ascenseur N°351454 500Kg Cuisine Propre RU Villejean 1 Le Métronome avenue de la Bataille Flandres Dunkerque 35000 RENNES
33. Ascenseur N°356317 Accès Restaurant RU Saint Malo 3bis. Rue Henri Lemarié 35400 ST MALO
34. Ascenseur N°356318 Cuisine RU Saint Malo 3bis. Rue Henri Lemarié 35400 SAINT MALO
35. Ascenseur N°356319 1000Kg Menard (LA 171) RU Villejean 2 La Harpe - 36. Avenue Winston Churchill 35000 RENNES
36. Monte Charges N°356320 (FE505) Services Centraux 7. Place Hoche 35000 RENNES
37. Ascenseur Bâtiment A N°356321 (RL912) CU Lannion Rue Édouard Branly 22300 LANNION
38. Ascenseur Cuisine N°356322 (AM017481) RU Lannion Branly Rue Édouard Branly 22302 LANNION Cedex
39. Ascenseur Cafétéria N°356323 (N22LA063) RU Lannion Branly Rue Édouard Branly 22302 LANNION Cedex
40. Ascenseur Cuisine N°356324 (WB654) RU Lannion Trégor Rue Langonaval 22300 LANNION
41. Ascenseur Service N°356325 (WB 654) RU Lannion Trégor Rue Langonaval 22300 LANNION
42. Ascenseur N°357780, ORONA, CU Jules Ferry, 630 Kg, 6 niveaux, 1 ms, 28. Avenue Doyen Roger Houin 35000 RENNES, Mes 1/09/2015, en contrat ABH 1/09/2016, **fin au 31/08/2016.**
43. Ascenseur N°357592, SCHINDLER 3100, CU Villejean Maine, 630 Kg, 6 niveaux, 1 ms, 5. Avenue du Maine 35000 RENNES, Mes 30/05/2017

44. Ascenseur N°358945, Cité Universitaire, ORONA (XF24424LI) 630 Kg, 6 niveaux, 1 ms, 11 bis Bd de la Liberté 35000 RENNES
45. Appareil élévateur N°358946, Cité Universitaire, ORONA (XF24424LI) 1000 Kg, 2 niveaux, 1 ms, 11 bis Bd de la Liberté 35000 RENNES
46. Ascenseur Duplex N°359838 (42657758), KONE, RU/CU Michel Denis (Prog. Normandie-Saumurois), Asc. Gauche, 1000 Kg, 18 niveaux, 1.6 ms, RU/CU Michel Denis 47. Rue Winston Churchill 35000 RENNES, **Mes 1/09/2017**
47. Ascenseur Duplex N°359839 (42657759), KONE, RU/CU Michel Denis (Prog. Normandie-Saumurois), Asc. Droit, 630 Kg, 18 niveaux, 1.6 ms, 47. Rue Winston Churchill 35000 RENNES, **Mes 1/09/2017**
48. Ascenseur N°359840 (XF60887LI), ORONA, RU Villejean La Harpe, 630 Kg Panoramique, 2 niveaux, 1ms, 36. Avenue Winston Churchill 35000 RENNES, **Mes 1/09/2017**
49. Ascenseur neuf OTIS N°SLDF9, GEN2 OTIS, CU Beaulieu Bât E, 8 Rue Louis Arretche 35000 RENNES, 630 Kg, 5 niveaux, **en contrat OTIS au 27/08/2020, fin 26/08/2022, Avenant N°10** signé Aout 2022, **ABH prestataire au 27/08/2022.**
50. Ascenseur neuf OTIS N°CLQW5, GEN2 OTIS, CU Beaulieu Bât F, Asc. Nord, 8 Rue Louis Arretche 35000 RENNES, 630 Kg, 3 niveaux, en contrat OTIS au 01/09/2021, fin 31/08/2023, **ABH prestataire au 01/09/2023 (Avenant N°11 rédigé par RCEA et transmis au CROUS le 04/07/2023, non retourné signé par le CROUS !!, vu le 29 02 2024 avec DS).**
51. Ascenseur neuf ABH N°359793, Cité Universitaire Dorothy Vaughan, 7 Rue Louis Arretche 35000 RENNES, 1125 Kg, 5 niveaux, **Avenant N°8** au Marché de Maintenance, date d'effet au 28 Juin 2021.
52. Ascenseur neuf ABH N°359792, Schindler 3300, Cité Universitaire Dorothy Vaughan, 7 Rue Louis Arretche 35000 RENNES, 1125 Kg, 5 niveaux, **Avenant N°9** au Marché de Maintenance, date d'effet au 1 novembre 2021.
53. Ascenseur neuf OTIS N° 1BA31, GENESIS OTIS, CU Beaulieu Bât G, 8 Rue Louis Arretche 35000 RENNES, 630 Kg, 3 niveaux, Mise en service par **OTIS (Chantier Bouygues) au 01/09/2023, fin 31/08/2025.**
54. Ascenseur neuf (MP N°448437) N°362156, **Marché TAH/ABH à partir du 01 01 2025** (Demande d'avenant pour suppression au 31 03 2025 à régulariser), Villes Dorées, Résidence Etudiante, 56A Rue Lafayette 22000 Saint Briec

ANNEXE 1 – Liste des appareils Lot N°2 (Suite)

Lot N°2 – 29/56

1. Ascenseur N°358364 625Kg Schindler CU Brest Bouguen - Lanrédec 2 15, Rue Lanredec 29200 BREST, **Mes 20/11/2018**, Avenant N°3, Date d'effet 14 février 2021 à l'issue des 2 années de garantie
2. Ascenseur N°358365 625Kg Schindler CU Brest Bouguen - Lanrédec 1 4Bis. Avenue Le Gorgeu 29200 BREST, **Mes 27/02/2020**
3. Ascenseur N°359413 (42025703) Bâtiment A CU Kergoat 2 et 4. Rue des Archives 29200 BREST
4. Monte Charges N°359414 (10587343) Bâtiment C CU Kergoat 2 et 4. Rue des Archives 29200 BREST
5. Ascenseur N°359415 (42022008) Bâtiment D CU Kergoat 2 et 4. Rue des Archives 29200 BREST
6. Ascenseur N°359416 (42022010) Bâtiment F CU Kergoat 2 et 4. Rue des Archives 29200 BREST
7. Ascenseur N°359417 (42022011) CU Kergoat Studios 6. Rue des Archives 29200 BREST
8. Ascenseur N°359418 (42025910) 630 Kg CU Quimper 4. Rue de l'Université 29000 QUIMPER
9. Ascenseur A N°359419 (42022013) RU Kergoat 1. Rue Commandant Paul Vibert 29200 BREST
10. Ascenseur B N°359420 (42022014) RU Kergoat 1. Rue Commandant Paul Vibert 29200 BREST
11. Ascenseur C N° 359421 (42025912) RU Kergoat 1. Rue Commandant Paul Vibert 29200 BREST
12. Ascenseur Propre N°354646 (11575465) RU l'Armen 2. Avenue le Gorgeu 29287 BREST Cedex
13. Ascenseur Publics N°354647 (11575466) RU l'Armen 2. Avenue le Gorgeu 29287 BREST Cedex
14. Ascenseur Sale N°354648 (42025939) RU l'Armen 2. Avenue le Gorgeu 29287 BREST Cedex
15. Monte Handicapés N°359425 (10582915) RU Quimper 4. Rue de l'Université 29000 QUIMPER
16. Ascenseur Cuisine N°359426 (42022023) RU Quimper 4. Rue de l'Université 29000 QUIMPER (non référencé - liste CROUS)
17. Monte Charges N°359427 (42022024/H9408) CU Vannes 12. Rue Montaigne 56000 VANNES
18. Ascenseur Service N°359428 (42025957) RU Lorient 37. Rue de Lanveur 56100 LORIENT
19. Ascenseur Réception Marchandises N°359429 (42025956) RU Lorient 37. Rue de Lanveur 56100 LORIENT
20. Plateforme Élévatrice N°359430 (42025959) RU Vannes Kercado 78. Rue des Vénètes 56000 VANNES
21. Ascenseur N°359431 (42025960/CB785) RU Vannes Kercado 78. Rue des Vénètes 56000 VANNES
22. Monte Charges N°359432 (42025962/CB786) RU Vannes Kercado 78. Rue des Vénètes 56000 VANNES
23. Ascenseur N°358366 (ancien 350Kg), 630Kg Schindler CU Brest Bouguen - 4Bis. Avenue Le Gorgeu 29200 BREST, date d'effet au 23 08 2022, **Avenant N°5 ABH**

ANNEXE 2 – PROCEDURE EN CAS D'IMMOBILISATION SUITE A SINISTRE OU MALVEILLANCE

PROCEDURE EN CAS D'IMMOBILISATION DE L'ASCENSEUR SUITE A PANNE, SINISTRE OU MALVEILLANCE/VANDALISME

1. Contacter immédiatement par téléphone le référent de l'UG du CROUS Bretagne, ainsi que l'agence concernée.

En cas de constatation hors des horaires d'ouverture de **CROUS Bretagne**, le titulaire devra prévenir la centrale de veille du **CROUS Bretagne**, ainsi que le cadre d'astreinte.

2. Apposer un affichage au niveau principal et à chaque niveau

Le titulaire devra apposer un affichage à chaque niveau pour prévenir les résidents de la mise à l'arrêt de l'appareil.

Un affichage « type » devra être présenté au mémoire technique.

3. Confirmer par mail au référent de l'UG CROUS Bretagne dans les 24 heures suivant le constat.

Le titulaire devra fournir une analyse détaillée du problème rencontré (date, heure, constatations, organes endommagés...), et joindre obligatoirement des photos des dégâts.

4. Envoyer un devis détaillé dans les 48 heures suivant le constat.

Un devis détaillé mentionnant « PANNE, SINISTRE ou MALVEILLANCE en gras » devra être présenté dans les 48 heures au référent de l'UG du **CROUS Bretagne**, reprenant la copie du mail envoyé et les photos.

Ces dossiers seront alors gérés par le Service du **CROUS Bretagne**.

Le Titulaire pourra être convoqué en vue d'une expertise ou plusieurs expertises sur place.

5. Exclusivité de l'intervention.

Le titulaire ne dispose pas de l'exclusivité des interventions correctives. Dans certains cas, ces interventions pourront être réalisées par l'établissement du CROUS Bretagne concerné ou par un tiers à ses frais, pour des travaux liés aux caractéristiques spécifiques de l'appareil, à l'accès aux pièces ou aux informations techniques, ainsi que pour des raisons économiques, de délais d'approvisionnements et de remise en service de l'appareil, quelques soit la valeur du montant HT.

Toutefois le titulaire pourra être sollicité en cas de besoin et devra valider le bon fonctionnement à la remise en service.

ANNEXE 3 – RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DES ASCENSEURS

Type d'intervention	Statut	Date de la demande	Heure de la demande	Date de début d'intervention	Heure de début	Date de fin d'intervention	Heure de fin d'intervention	Délai de remise en	Identifiant	N° Appareil	Localisation	Objet de la demande	Observations du technicien	Origine	Technicien [Intervention]	RAM
Autre demande	Terminée					24/10/2022	15:30		355882	351013	Restaurant Universitaire Ker Lann - Rue Contour Saint Exupéry - Ker Lann 35170 BRUZ (Restaurant lot 1)	vérification du téléphone	téléphone OK		PERROT Fabrice	LE GUENNEC Nicolas
Dépannage	Terminée	06/10/2022	14:34	06/10/2022	14:56	06/10/2022	15:06	0:32:00	353937	351013	Restaurant Universitaire Ker Lann - Rue Contour Saint Exupéry - Ker Lann 35170 BRUZ (Restaurant lot 1)	UN CACHE AU NIVEAU EXTERIEUR DE L'ASC EST DEFAIT MME SIMON 02.99.05.06.30	remis en place bandeau machinerie	Défaut technique	CHEVALIER François	LE GUENNEC Nicolas
Dépannage	Terminée	03/06/2022	09:11	03/06/2022	10:06	03/06/2022	11:28	2:17:00	340555	351013	Restaurant Universitaire Ker Lann - Rue Contour Saint Exupéry - Ker Lann 35170 BRUZ (Restaurant lot 1)	ASC BLOQUE PLUS DU TOUT DE LUMIERE EN CABINE 02.99.05.06.30 MME SIMON	Problème au niveau du tableau allumération électrique - Mise à l'arrêt de l'appareil	Défaut technique	CHEVALIER François	LE GUENNEC Nicolas
Dépannage	Terminée	21/11/2022	07:56	21/11/2022	08:45	21/11/2022	09:02	1:06:00	358494	351014	Restaurant Universitaire Ker Lann - Rue Contour Saint Exupéry - Ker Lann 35170 BRUZ (Cuisine Sale lot 1)	Appareil en panne en panne au rdc porte fermé Demandeur : pascal au +33299050630	disjoncter au pied de colonne	Défaut d'utilisation	CHEVALIER François	LE GUENNEC Nicolas
Dépannage	Terminée	08/11/2022	08:00	08/11/2022	09:06	08/11/2022	09:39	1:39:00	357180	351014	Restaurant Universitaire Ker Lann - Rue Contour Saint Exupéry - Ker Lann 35170 BRUZ (Cuisine Sale lot 1)	Appareil en panne pb électrique sans précision Demandeur : simon au +33299050630	disjoncter au pied de colonne	Défaut d'utilisation	CHEVALIER François	LE GUENNEC Nicolas
Dépannage	Terminée	26/08/2022	09:04	26/08/2022	10:30	26/08/2022	10:41	1:37:00	349619	351014	Restaurant Universitaire Ker Lann - Rue Contour Saint Exupéry - Ker Lann 35170 BRUZ (Cuisine Sale lot 1)	Demande reçue par mail via RCEA : Monsieur GUERGNON, du CROUS DE RENNES, nous informe que deux ascenseurs au RU KER LANN à BRUZ sont actuellement à l'arrêt. Nous ignorons si la centrale d'appels de la société ABH a	vu avec RCEA problème électrique venant du client electricien du site remplacera lundi un disjoncteur	Choc/Sinistre	BELGHECHAM Foued	LE GUENNEC Nicolas

ANNEXE 4 – RAPPORT D'INTERVENTIONS ANNUEL SELON ARTICLE 4.2

Modèle de Listing des dépannages et des interventions

N°	COMMUNE	ADRESSE	MISE EN SERVICE	N° APPAREIL	Nombre total d'interventions sur période concernée	Nombre d'interventions techniques	Doat Nombre d'interventions techniques (arrêt de plus de 4 heures)	Nombre d'interventions suite à malveillance	Doat Nombre d'interventions suite à malveillance (arrêt de plus de 4 heures)	Nombre d'interventions "autres" (usage anormal)	Doat Nombre d'interventions "autres" (usage anormal) (arrêt de plus de 4 heures)	Nombre d'usagers bloqués en cabine	Nombre de jours d'indisponibilité	Taux de Disponibilité (par rapport au nombre de jours d'arrêt)	Réparations réalisées au titre du marché de maintenance (ou/fois)	Réparations suite à devis client (ou/fois)	Observations	Nombre total d'interventions par mois											
																		JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT EMBRE	OCTO BRE	NOVE MBRE	DÉCE MBRE
																		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL					0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	100%															
1	ACIGNE	2 rue de Fort de la Motte	04/10/2012	43944075	0									100%															
2	ACIGNE	6 RUE ROBERT DOISNEAU	05/12/2016	43944076	0									100%															
3	ACIGNE	6 SQUARE JOSEPHINE PENCALET	05/12/2016	43944077	0									100%															
4	BEDEE	12 RUE DE SAINT BRIEUC	15/04/2018	43944150	0									100%															
5	BETTON	2 rue d'Houat	15/07/2015	43944079	0									100%															
6	BETTON	4 rue de la Chapelle	15/07/2015	43944078	0									100%															

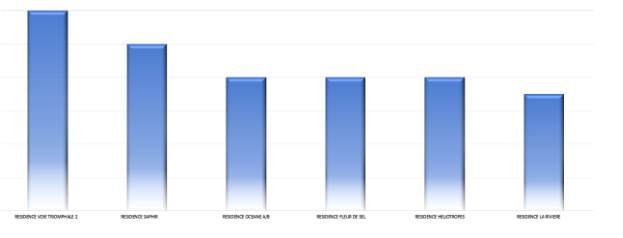
Nombre d'interventions techniques suite aux 3 types d'usages

Nombre d'interventions total par mois sur la zone

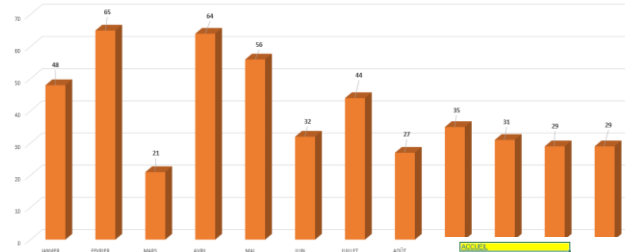
Nombre d'interventions "autres" (usage anormal) 4/0

SEGMENTATION DES INTERVENTIONS ET DEPANNAGES

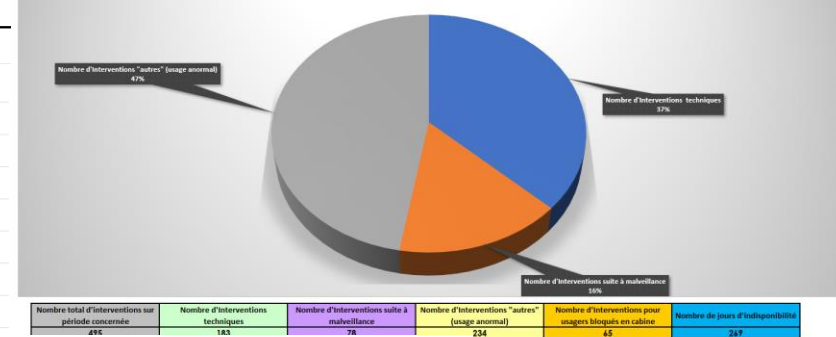
Nombre d'interventions techniques supérieur à 7 par ascenseur



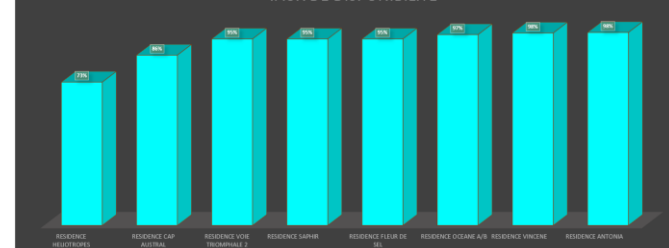
Nombre d'interventions total par mois sur le Parc



SEGMENTATION DES INTERVENTIONS ET DEPANNAGES



TAUX DE DISPONIBILITÉ



ANNEXE 5 – SUIVI MENSUEL & ANNUEL ASCENSEURS



SUIVI DES VISITES MAINTENANCE - ANNEE 2022

CLIENT MARCHE ASCENSEURS LOT ASCENSEURS OTIS -

PERIODE CONCERNEE : Du 1er Janvier 2022 au 31 Décembre 2022

N°	N° appareil	ADRESSES	VISITE 0	Jours	VISITE 1	Jours	VISITE 2	Jours	VISITE 3	Jours	VISITE 4	Jours	VISITE 5	Jours	VISITE 6	Jours	VISITE 7	Jours	VISITE 8	Jours	VISITE 9
1	SB091	2. rue Pascal Perseigne Pair ALENCON	10/12/2021	41	20/01/2022	43	04/03/2022	38	11/04/2022	43	24/05/2022	42	05/07/2022	42	16/08/2022	28	13/09/2022	43	26/10/2022	43	08/12/2022
2	SE185	2. rue Pascal Perseigne Impair ALENCON	20/12/2021	43	01/02/2022	42	15/03/2022	37	21/04/2022	42	02/06/2022	34	06/07/2022	42	17/08/2022	27	13/09/2022	43	26/10/2022	41	06/12/2022
3	K3079	40. rue du Paty ARGENTAN	07/12/2021	41	17/01/2022	43	01/03/2022	41	11/04/2022	42	23/05/2022	43	05/07/2022	42	16/08/2022	41	26/09/2022	43	08/11/2022	42	20/12/2022
4	HLI75	Hôtel de France - 3. Rue Saint Blaize 61000 ALENCON	07/12/2021	41	17/01/2022	43	01/03/2022	41	11/04/2022	42	23/05/2022	43	05/07/2022	42	16/08/2022	41	26/09/2022	43	08/11/2022	42	20/12/2022
5	HLI73	AM025024 - 20. rue de Vicques ALENCON	23/11/2021	42	04/01/2022	43	16/02/2022	41	29/03/2022	13	11/04/2022	30	11/05/2022	42	22/06/2022	43	04/08/2022	39	12/09/2022	57	08/11/2022
6	HLI09	9. rue E D'Orves ALENCON	23/11/2021	42	04/01/2022	43	16/02/2022	41	29/03/2022	13	11/04/2022	30	11/05/2022	42	22/06/2022	43	04/08/2022	39	12/09/2022	57	08/11/2022
7	HLI97	18. rue Louis Pasteur LA FERTE MACE	27/12/2021	42	07/02/2022	42	21/03/2022	30	20/04/2022	43	02/06/2022	43	15/07/2022	42	26/08/2022	38	03/10/2022	42	14/11/2022	39	23/12/2022
8	RC006	Tour A3 1. Rue P. Corneille LISIEUX (impair)	27/12/2021	42	07/02/2022	42	21/03/2022	30	20/04/2022	43	02/06/2022	43	15/07/2022	42	26/08/2022	38	03/10/2022	42	14/11/2022	43	27/12/2022
9	HLI08	1. rue E D'Orves ALENCON	01/12/2021	42	12/01/2022	43	24/02/2022	42	07/04/2022	43	20/05/2022	42	01/07/2022	41	11/08/2022	40	20/09/2022	41	31/10/2022	43	13/12/2022
10	HLN78	15. Boulevard J. Ferry LISIEUX	01/12/2021	42	12/01/2022	43	24/02/2022	42	07/04/2022	43	20/05/2022	42	01/07/2022	41	11/08/2022	40	20/09/2022	41	31/10/2022	43	13/12/2022
11	RC004	Tour A1 6. Square Barbey d'Aurevilly LISIEUX (pair)	22/12/2021	41	01/02/2022	42	15/03/2022	41	25/04/2022	2	27/04/2022	42	08/06/2022	41	19/07/2022	43	31/08/2022	41	11/10/2022	43	23/11/2022
12	RC008	Tour A3 1. Rue P. Corneille LISIEUX (pair)	22/12/2021	42	02/02/2022	41	15/03/2022	43	27/04/2022	42	08/06/2022	41	19/07/2022	43	31/08/2022	41	11/10/2022	43	23/11/2022	-44888	
13	HO270	25Bis. Avenue du 6 Juin LISIEUX (pair)	22/12/2021	42	02/02/2022	41	15/03/2022	43	27/04/2022	42	08/06/2022	41	19/07/2022	43	31/08/2022	41	11/10/2022	43	23/11/2022	-44888	
14	HLJ01	5. rue du Cdt Charcot Courteille ALENCON	22/12/2021	42	02/02/2022	41	15/03/2022	43	27/04/2022	42	08/06/2022	41	19/07/2022	43	31/08/2022	41	11/10/2022	43	23/11/2022	-44888	
15	HLI70	AM025938 - 13. rue Michelet ALENCON	22/12/2021	42	02/02/2022	41	15/03/2022	43	27/04/2022	42	08/06/2022	41	19/07/2022	43	31/08/2022	41	11/10/2022	43	23/11/2022	-44888	
16	HLI17	RPA "Marius Leclerc" - Rue Lavandières 61250 DAMIGNY	01/12/2021	42	12/01/2022	43	24/02/2022	43	08/04/2022	42	20/05/2022	42	01/07/2022	41	11/08/2022	39	19/09/2022	42	31/10/2022	43	13/12/2022
17	SLKH0	13. Boulevard J. Ferry LISIEUX	01/12/2021	42	12/01/2022	43	24/02/2022	43	08/04/2022	42	20/05/2022	42	01/07/2022	41	11/08/2022	39	19/09/2022	42	31/10/2022	43	13/12/2022
18	SE095	AM008770 - 27. rue de la Brebette ALENCON	17/12/2021	39	25/01/2022	43	09/03/2022	42	20/04/2022	43	02/06/2022	43	15/07/2022	42	26/08/2022	40	05/10/2022	42	16/11/2022	43	29/12/2022
19	HLI78	AM02437 - 7. rue des Flandres ARGENTAN	17/12/2021	39	25/01/2022	43	09/03/2022	42	20/04/2022	43	02/06/2022	43	15/07/2022	42	26/08/2022	40	05/10/2022	42	16/11/2022	43	29/12/2022
20	HLN79	17. Boulevard J. Ferry LISIEUX	27/12/2021	42	07/02/2022	43	22/03/2022	42	03/05/2022	42	14/06/2022	41	25/07/2022	42	05/09/2022	43	18/10/2022	43	30/11/2022	-44895	
21	HO267	84. boulevard Ste Anne LISIEUX	27/12/2021	42	07/02/2022	43	22/03/2022	42	03/05/2022	42	14/06/2022	41	25/07/2022	42	05/09/2022	43	18/10/2022	43	30/11/2022	-44895	
22	HO268	86. boulevard Ste Anne LISIEUX	02/12/2021	41	12/01/2022	43	24/02/2022	42	07/04/2022	42	19/05/2022	42	30/06/2022	26	26/07/2022	43	07/09/2022	43	20/10/2022	40	29/11/2022
23	CW174	1. Rue de la Senatorerie ALENCON	02/12/2021	41	12/01/2022	43	24/02/2022	42	07/04/2022	42	19/05/2022	42	30/06/2022	26	26/07/2022	43	07/09/2022	43	20/10/2022	40	29/11/2022
24	SA015	AM021873 - 9. rue Victor Hugo ALENCON	16/12/2021	42	27/01/2022	39	07/03/2022	37	13/04/2022	42	25/05/2022	43	07/07/2022	43	19/08/2022	41	29/09/2022	39	07/11/2022	42	19/12/2022
25	HLI76	AM020873 - 1 rue des Flandres ARGENTAN	15/12/2022	-339	10/01/2022	43	22/02/2022	43	06/04/2022	42	18/05/2022	43	30/06/2022	43	12/08/2022	40	21/09/2022	42	02/11/2022	43	15/12/2022
26	SA014	Tour J.Romain Allée des Forges L'AIGLE	29/11/2021	42	10/01/2022	43	22/02/2022	43	06/04/2022	42	18/05/2022	43	30/06/2022	43	12/08/2022	40	21/09/2022	42	02/11/2022	43	15/12/2022
27	HLI10	17. rue E D'Orves ALENCON	28/11/2021	43	10/01/2022	43	22/02/2022	43	06/04/2022	43	18/05/2022	43	30/06/2022	43	12/08/2022	40	21/09/2022	43	02/11/2022	43	15/12/2022



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES – CCTP Maintenance
MAINTENANCE DES ASCENSEURS, DES MONTE-CHARGES ET DES AUTRES APPAREILS ELEVATEURS
CROUS BRETAGNE**

ANNEXE 6 – REGLEMENTATIONS ET GAMMES DE MAINTENANCE PREVENTIVE

J.O n° 211 du 10 septembre 2004 page 15966
texte n° 19

**Décrets, arrêtés, circulaires
Textes généraux
ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale**

Décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation

NOR : SOCU0410773D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Vu la directive 98/34/CE du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementation techniques, modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code pénal ;

Vu le décret n° 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parage automatique de véhicules, notamment son article 9 ;

Vu le décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Article 1

La première section du chapitre V du titre II du livre Ier du code de la construction et de l'habitation, intitulée « Sécurité des ascenseurs », est composée de trois sous-sections intitulées respectivement : « Mise en sécurité des ascenseurs », « Entretien et contrôle technique » et « Droit d'information des occupants d'immeubles », comprenant les articles R. 125-1 à R. 125-2-8 ainsi rédigés :

« Sous-section 1
« Mise en sécurité des ascenseurs

« Art. R. 125-1. - Les ascenseurs auxquels s'appliquent les dispositions de la présente section sont les appareils qui desservent de manière permanente les niveaux de bâtiments et de constructions à l'aide d'une cabine qui se déplace le long de guides rigides dont l'inclinaison sur l'horizontale est supérieure à 15 degrés et qui est destinée au transport soit de personnes, soit de personnes et d'objets, soit uniquement d'objets dès lors qu'elle est accessible sans difficulté à une personne et qu'elle est équipée d'éléments de commande situés à l'intérieur ou à portée de la personne qui s'y trouve.

Sont également regardés comme des ascenseurs les appareils qui se déplacent selon une course parfaitement fixée dans l'espace, même s'ils ne se déplacent pas le long de guides rigides, notamment les ascenseurs guidés par des ciseaux.

« Art. R. 125-1-1. - La sécurité d'un ascenseur consiste à assurer :

- « 1. La fermeture des portes palières ;
- « 2. L'accès sans danger des personnes à la cabine ;
- « 3. La protection des utilisateurs contre les chocs provoqués par la fermeture des portes ;
- « 4. La prévention des risques de chute et d'écrasement de la cabine ;
- « 5. La protection contre les dérèglements de la vitesse de la cabine ;
- « 6. La mise à la disposition des utilisateurs de moyens d'alerte et de communication avec un service d'intervention ;
- « 7. La protection des circuits électriques de l'installation ;

« 8. L'accès sans danger des personnels d'intervention aux locaux des machines, aux équipements associés et aux espaces parcourus par la cabine ;

« 9. L'impossibilité pour toute personne autre que les personnels d'intervention d'accéder aux locaux des machines, aux équipements associés et aux espaces parcourus par la cabine.

« La réalisation de ces objectifs de sécurité repose, pour les ascenseurs installés après le 27 août 2000, sur le respect des exigences essentielles de sécurité prévues à l'article 3 du décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et, pour les autres ascenseurs, sur la mise en oeuvre des dispositifs ou des mesures équivalentes prévues aux articles R. 125-1-2 et R. 125-1-3, ainsi que, pour l'ensemble des ascenseurs, sur le respect des obligations d'entretien prévues aux articles R. 125-2 à R. 125-2-6.

« Art. R. 125-1-2. - Le propriétaire d'un ascenseur installé avant le 27 août 2000 qui ne répond pas aux objectifs de sécurité mentionnés à l'article R. 125-1-1 met en place les dispositifs de sécurité suivants :

« I. - Avant le 3 juillet 2008 :

- « 1. Des serrures munies de dispositifs de contrôle de la fermeture et du verrouillage des portes palières ;
- « 2. Lorsqu'il est nécessaire de prévenir des actes de nature à porter atteinte au verrouillage de la porte palière, un dispositif empêchant ou limitant de tels actes ;
- « 3. Un dispositif de détection de la présence des personnes destiné à les protéger contre le choc des portes coulissantes lors de leur fermeture ;
- « 4. La clôture de la gaine d'ascenseur empêchant l'accès à cette gaine et aux éléments de déverrouillage des serrures de porte palière
- « 5. Pour les ascenseurs électriques, un parachute de cabine et un limiteur de vitesse en descente ;
- « 6. Un dispositif destiné à éviter toute chute en gaine lorsque la cabine est immobilisée en dehors de la zone de déverrouillage ;
- « 7. Une commande de manoeuvre d'inspection et d'arrêt de la cabine en vue de protéger les personnels d'intervention opérant sur le toit de la cabine, en gaine ou en cuvette ;
- « 8. Des dispositifs permettant aux personnels d'intervention d'accéder sans danger aux locaux de machines ou de poulies ;
- « 9. Un système de verrouillage des portes et portillons destinés à la visite technique de la gaine et de la cuvette ainsi que des portes de secours, avec une commande automatique de l'arrêt de l'ascenseur lors de l'ouverture de ces portes et portillons par les personnels d'intervention.

« II. - Avant le 3 juillet 2013 :

- « 1. Dans les ascenseurs installés avant le 1er janvier 1983, un système de contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau de la cabine de nature à assurer, à tous les niveaux desservis, un accès sans danger ainsi que l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite ;
- « 2. Un système de téléalarme entre la cabine et un service d'intervention et un éclairage de secours en cabine ;
- « 3. Une résistance mécanique suffisante des portes palières lorsqu'elles comportent un vitrage ;
- « 4. Pour les ascenseurs hydrauliques, un système de prévention des risques de chute libre, de dérive et d'excès de vitesse de la cabine ;
- « 5. Une protection avec marquage ou signalisation éliminant le risque de contact direct des personnels d'intervention avec des composants ou conducteurs nus sous tension, dans les armoires de commande, les armoires électriques et les tableaux d'arrivée de courant ;
- « 6. Un dispositif de protection des personnels d'intervention contre le risque de happement par les organes mobiles de transmission, notamment les poulies, câbles ou courroies ;
- « 7. Un éclairage fixe du local de machines ou de poulies assurant un éclairage suffisant des zones de travail et de circulation.

« III. - Avant le 3 juillet 2018 :

« 1. Dans les ascenseurs installés après le 31 décembre 1982, un système de contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau de la cabine pour assurer, à tous les niveaux desservis, un accès sans danger ainsi que l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite ;

« 2. Dans les ascenseurs électriques à adhérence, un système de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée.

« Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'industrie précise, en fonction des caractéristiques des installations, les prescriptions techniques relatives à ces dispositifs.

« Art. R. 125-1-3. - A la place de tout ou partie des dispositifs de sécurité mentionnés à l'article R. 125-1-2, le propriétaire d'un ascenseur peut mettre en oeuvre des mesures équivalentes si celles-ci ont préalablement obtenu l'accord d'une personne remplissant les conditions prévues à l'article R. 125-2-5. Cet accord, formulé par écrit et assorti d'une analyse de risques établissant que l'ascenseur satisfait aux exigences de sécurité mentionnées à l'article R. 125-1-1, est remis au propriétaire.

« Art. R. 125-1-4. - Lorsqu'il estime que les caractéristiques de l'ascenseur font obstacle à la mise en oeuvre d'un des dispositifs prévus à l'article R. 125-1-2 ou d'une mesure équivalente au sens de l'article R. 125-1-3, le propriétaire fait réaliser une expertise technique par une personne relevant de l'une des catégories mentionnées au I de l'article R. 125-2-5. Cette personne donne son avis sur l'impossibilité alléguée et, le cas échéant, sur les mesures compensatoires que le propriétaire prévoit de mettre en oeuvre pour tenir compte des objectifs de sécurité définis à l'article R. 125-1-1.

« Le propriétaire recourt à la même procédure s'il estime que la mise en oeuvre d'un des dispositifs prévus à l'article R. 125-1-2 serait de nature à faire obstacle à l'accès des personnes handicapées ou à mobilité réduite ou à porter atteinte à la conservation du patrimoine historique que représentent l'immeuble ou certains de ses éléments ayant une valeur artistique ou technique remarquable.

« Le propriétaire met en oeuvre la procédure d'expertise technique et, s'il y a lieu, les mesures compensatoires, dans les délais prévus à l'article R. 125-1-2 pour les dispositifs qu'elles remplacent.

Sous-section 2

« Entretien et contrôle technique »

« Art. R. 125-2. - L'entretien d'un ascenseur a pour objet d'assurer son bon fonctionnement et de maintenir le niveau de sécurité

résultant de l'application du décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ou de l'application des articles R. 125-1-2 à R. 125-1-4.

« A cet effet, le propriétaire d'une installation d'ascenseur prend les dispositions minimales suivantes :

« 1° Opérations et vérifications périodiques :

« a) Une visite toutes les six semaines en vue de surveiller le fonctionnement de l'installation et effectuer les réglages nécessaires ;

« b) La vérification toutes les six semaines de l'efficacité des serrures des portes palières et, s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières ;

« c) L'examen semestriel du bon état des câbles et la vérification annuelle des parachutes ;

« d) Le nettoyage annuel de la cuvette de l'installation, du toit de cabine et du local des machines ;

« e) La lubrification et le nettoyage des pièces ;

« 2° Opérations occasionnelles :

« a) La réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent pas être réparées, des petites pièces de l'installation présentant des signes d'usure excessive ;

« b) Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repérés le contrôle technique mentionné à l'article R. 125-2-7 ;

« c) En cas d'incident, les interventions pour dégager des personnes bloquées en cabine ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'ascenseur.

« En outre, lorsque des pièces importantes de l'installation, autres que celles mentionnées au a du 2°, sont usées, le propriétaire fait procéder à leur réparation ou à leur remplacement si elles ne peuvent pas être réparées.

« Art. R. 125-2-1. - I. - Le propriétaire passe un marché d'entretien écrit avec une entreprise dont le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n° 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de véhicules.

« Le marché comporte les clauses minimales suivantes :

« a) L'exécution des obligations prescrites à l'article R. 125-2, exception faite de son dernier alinéa ;

« b) La durée du marché, qui ne peut être inférieure à un an, les modalités de sa reconduction ou de sa résiliation ;

« c) Les conditions de disponibilité et de fourniture des pièces de rechange, et l'indication du délai garanti pour le remplacement des pièces mentionnées au a du 2° de l'article R. 125-2 ;

« d) La description, établie contradictoirement, de l'état initial de l'installation ;

« e) La mise à jour du carnet d'entretien ;

« f) Les garanties apportées par les marchés d'assurances de l'entreprise d'entretien ;

« g) Les pénalités encourues en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations contractuelles ainsi que les modalités de règlement des litiges ;

« h) Les conditions et modalités de recours éventuel à des sous-traitants ;

« i) Les conditions dans lesquelles peuvent être passés des avenants ;

« j) La formule détaillée de révision des prix.

*CCTP Maintenance des 77 appareils
Établi le 17 Décembre 2024*

« II. - Lors de la signature du marché, le propriétaire remet à l'entreprise la notice des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de l'ascenseur. Cette notice comporte une description des caractéristiques de l'installation. A défaut, l'entreprise élabore ce document. En fin de marché, la notice d'instructions est remise au propriétaire.

« Lors de la signature du marché, l'entreprise remet au propriétaire, à titre d'information, un document décrivant l'organisation de son plan d'entretien.

« III. - Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du marché d'entretien font l'objet de comptes rendus dans un carnet d'entretien tenu à jour. En outre, l'entreprise remet au propriétaire un rapport annuel d'activité.

« IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'industrie établit la liste des petites pièces mentionnées au a du 2° de l'article R. 125-2-1 et précise, en tant que de besoin, le contenu des dispositions minimales d'entretien ainsi que les modalités de tenue du carnet d'entretien.

« Art. R. 125-2-2. - Lorsque le marché d'entretien comporte, outre les clauses minimales mentionnées à l'article R. 125-2-1, une clause

de réparation et de remplacement de pièces importantes, il fait apparaître distinctement les délais d'intervention et la rémunération prévus pour cette prestation.

« Art. R. 125-2-3. - Lorsque le propriétaire ne recourt pas à un prestataire de services mais décide d'assurer par ses propres moyens l'entretien de l'ascenseur, il est tenu au respect des prescriptions de l'article R. 125-2. Il tient à jour le carnet d'entretien et établit un rapport annuel d'activité dans les conditions fixées au III de l'article R. 125-2-1.

« Le personnel qu'il emploie pour l'exercice de cette mission doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n° 95-826 du 30 juin 1995 fixant les prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parage automatique de véhicules.

« Art. R. 125-2-4. - Le propriétaire d'un ascenseur est tenu de faire réaliser tous les cinq ans un contrôle technique de son installation.

« Le contrôle technique a pour objet :

« a) De vérifier que les appareils auxquels s'applique le décret n° 2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs sont équipés des dispositifs prévus par ce décret et que ceux-ci sont en bon état ;

« b) De vérifier que les appareils qui n'entrent pas dans le champ d'application du décret du 24 août 2000 susmentionné, sont équipés des dispositifs de sécurité prévus par les articles R. 125-1-1 et R. 125-1-2 et que ces dispositifs sont en bon état, ou que les mesures équivalentes ou prévues à l'article R. 125-1-3 sont effectivement mises en oeuvre ;

« c) De repérer tout défaut présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil.

« Art. R. 125-2-5. - I. - Pour réaliser le contrôle technique prévu à l'article R. 125-2-4, le propriétaire fait appel, à son choix :

« a) A un contrôleur technique au sens de l'article L. 111-23 qui bénéficie d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les ascenseurs ;

« b) A un organisme habilité dans un des Etats membres de l'Union européenne ou dans l'un des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, chargé d'effectuer l'évaluation de la conformité d'ascenseurs soumis au marquage CE et répondant aux critères de l'annexe VII du décret du 24 août 2000 susmentionné ;

« c) A une personne morale employant des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;

« d) A une personne physique titulaire d'une certification délivrée dans les conditions prévues au c.

« Pour l'application des c et d ci-dessus, la certification des compétences est délivrée en fonction de critères de connaissances techniques, d'expérience professionnelle et d'aptitude au contrôle technique dans le domaine des ascenseurs, définis par arrêté du ministre chargé de la construction.

« II. - La personne chargée du contrôle technique remet au propriétaire un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 125-2-3.

« III. - Le propriétaire d'ascenseur tient à la disposition de la personne chargée du contrôle technique le carnet d'entretien et le rapport annuel prévus à l'article R. 125-2-1.

« Art. R. 125-2-6. - La personne qui effectue le contrôle technique établit un rapport indiquant les opérations réalisées et, le cas échéant, les défauts repérés. Dans le mois suivant la fin de l'intervention, elle remet ce rapport au propriétaire.

« Celui-ci transmet le rapport à l'entreprise ou à la personne chargée de l'entretien de l'ascenseur et, si des travaux sont rendus nécessaires, aux personnes chargées de leur conception et de leur exécution.

« Un arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de l'industrie précise, en tant que de besoin, la nature des mesures de contrôle à effectuer et les modalités d'établissement du rapport de contrôle.

« Sous-section 3

« Droit d'information des occupants d'immeubles

« Art. R. 125-2-7. - Toute personne disposant d'un titre d'occupation dans un immeuble comportant un ascenseur a le droit de consulter, dans les locaux du siège social ou du domicile du propriétaire ou dans ceux de son représentant, le rapport du contrôle technique.

« Sur sa demande et à ses frais, elle reçoit du propriétaire la copie écrite de ces documents.

« Art. R. 125-2-8. - En cas de méconnaissance des prescriptions relatives à la mise en place des dispositifs de sécurité et des mesures équivalentes ou compensatoires prévus aux articles R. 125-1-2 à R. 125-1-4, le juge des référés du tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'immeuble peut être saisi afin d'ordonner, éventuellement sous astreinte, la mise en conformité des ascenseurs.

« Il peut également lui être demandé d'ordonner le respect des obligations d'entretien, de contrôle technique et d'information prévues par les articles R. 125-2 à R. 125-2-7. »

Article 2

Dans le titre V du livre Ier du code de la construction et de l'Habitation, le chapitre II « Sanctions pénales » est ainsi modifié :

I. - Les sections première, II et III deviennent respectivement les sections II, III et IV.

II. - Les articles R. 152-1 à R. 152-8 deviennent les articles R. 152-3 à R. 152-10.

III. - Il est créé une section première, intitulée « Sécurité des ascenseurs », comprenant les articles R. 152-1 et R. 152-2 ainsi rédigés :

« Art. R. 152-1. - I. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait pour une personne, propriétaire d'ascenseur :

« 1° De ne pas mettre en place les dispositifs de sécurité prévus à l'article R. 125-1-2 ou les mesures équivalentes prévues à l'article R. 125-1-3, sauf dans les cas prévus à l'article R. 125-1-4 ;

« 2° Dans les cas prévus à l'article R. 125-1-4, de ne pas faire réaliser l'expertise technique ;

« 3° De ne pas souscrire un marché d'entretien conformément à l'article R. 125-2-1 ou, à défaut, ne pas assurer par ses propres moyens l'entretien de l'ascenseur conformément aux articles R. 125-2 et R. 125-2-3 ;

« 4° De ne pas faire procéder au contrôle technique dans les conditions prévues aux articles R. 125-2-4 et R. 125-2-5.

« II. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait pour une personne, prestataire de services chargée de l'entretien de l'installation :

« 1° D'effectuer l'entretien de l'installation sans marché d'entretien écrit, exception faite du cas prévu à l'article R. 125-2-3 ;

« 2° De conclure un marché d'entretien ne comportant pas chacune des clauses minimales énumérées à l'article R. 125-2-1 ;

« 3° De recourir, pour l'exécution du marché d'entretien, à une personne n'ayant pas la qualification exigée par l'article R. 125-2-1.

« III. - Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait pour une personne, chargée du contrôle technique d'un ascenseur :

« 1° De ne pas effectuer les vérifications nécessaires prévues à l'article R. 125-2-4 ;

« 2° De ne pas avoir la qualification exigée par l'article R. 125-2-5 ;

« 3° De ne pas respecter les incompatibilités prévues au deuxième alinéa de l'article L. 125-2-3.

« Art. R. 152-2. - Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies à l'article R. 152-1.

« La peine encourue par les personnes morales est l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-41 du code pénal. »

Article 3

Dans l'article R. 161-2 du code de la construction et de l'Habitation, les mots : « à l'exception des articles R. 111-24 à R. 111-28 et R. 131-19 à R. 131-23 » sont remplacés par les mots : « à l'exception des articles R. 111-24 à R. 111-28, R. 125-1 à R. 125-2-8, R. 131-19 à R. 131-23, R. 152-1 et R. 152-2 ».

Article 4

I. - Lorsqu'un marché d'entretien d'ascenseur en cours à la date de publication du présent décret arrive à échéance après le 30 septembre 2005, les dispositions de l'article R. 125-2-1 sont applicables au renouvellement du marché.

Tout marché d'entretien conclu après la publication du présent décret doit être conforme aux dispositions de l'article R. 125-2-1 ou mis en conformité avec ces dispositions au plus tard le 30 septembre 2005.

II. - Le propriétaire qui assure par ses propres moyens l'entretien d'un ascenseur est tenu de respecter les obligations prévues aux articles R. 125-2 et R. 125-2-3 au plus tard le 30 septembre 2004.

III. - Le premier contrôle technique intervient au plus tard le 3 juillet 2009 pour les ascenseurs installés avant le 3 juillet 2003.

Article 5

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre délégué à l'industrie et le secrétaire d'Etat au logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 2004.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'emploi, du travail

et de la cohésion sociale,

Jean-Louis Borloo

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,

des finances et de l'industrie,

Nicolas Sarkozy

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Dominique Perben

Le ministre délégué à l'industrie,

Patrick Devedjian

Le secrétaire d'Etat au logement,

Marc-Philippe Daubresse

J.O n° 277 du 28 novembre 2004 page 20222 texte n° 23

Décrets, arrêtés, circulaires

Textes généraux

Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale

Logement et ville

Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs

NOR : LOGU0411016A

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'emploi du travail et de la cohésion sociale, le ministre délégué à l'industrie et le ministre délégué au logement et à la ville,

Vu le code de la construction et de l'Habitation, notamment ses articles R. 125-2, R. 125-2-1, R. 125-2-2 et R. 125-2-3 ;

Vu le décret n° 2001-477 du 30 mai 2001 fixant le contenu du carnet d'entretien de l'immeuble prévu par l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'Habitation ;

Vu l'arrêté du 11 mars 1977 relatif aux conditions d'entretien normalisé des ascenseurs et monte-charge,

Arrêtent :

Article 1

L'entretien des ascenseurs visé à l'article R. 125-2 du code de la construction et de l'Habitation comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou usées. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant.

Dans le cas d'un entretien confié par marché à une entreprise, l'adaptation de pièces sur l'installation, si elle est nécessaire, relèvera de la responsabilité de l'entreprise chargée de l'entretien.

Article 2

Les opérations d'entretien des installations d'ascenseurs et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'installation, de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs.

Elles sont précisées par l'entreprise d'entretien dans le plan d'entretien mentionné à l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'Habitation.

L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut être supérieur à six semaines.

Les opérations minimales d'entretien à effectuer, prévues à l'article R. 125-2 et au IV du R. 125-2-1 du code de la construction et de l'Habitation, sont détaillées en annexe du présent arrêté ainsi que les périodicités minimales de mise en oeuvre à respecter.

Article 3

Le marché d'entretien est conclu pour une période d'un an minimum.

Conformément au décret du 30 mai 2001 susvisé, les références du marché d'entretien de l'ascenseur ainsi que la date d'échéance de ce marché doivent être inscrites dans le carnet d'entretien de l'immeuble en copropriété.

Les fréquences des visites d'entretien sont définies dans le marché d'entretien.

Article 4

En cas de changement de prestataire, un état des lieux initial et contradictoire de l'installation doit être dressé entre le propriétaire et le nouveau prestataire et annexé au nouveau marché.

Article 5

Le titulaire du marché d'entretien assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que

*CCTP Maintenance des 77 appareils
Établi le 17 Décembre 2024*

l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, à ceux du propriétaire ou à ceux de tiers.

L'entreprise doit avoir souscrit un marché d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

Elle doit produire, à toute demande de la personne signataire du marché, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

Les factures d'entretien doivent mentionner les références de la police d'assurance souscrite par l'entreprise d'entretien et ses dates de prise d'effet et d'expiration.

Article 6

Aucune sous-traitance partielle ou totale du marché d'entretien n'est admise sans l'accord préalable écrit du propriétaire.

En cas d'accord de ce dernier la responsabilité de l'entreprise reste entière pour les travaux sous-traités.

Article 7

Toute modification du marché d'entretien doit faire l'objet d'un avenant.

Article 8

Les pièces de l'installation d'ascenseur, mentionnées à l'article R. 125-2 du code de la construction et de l'Habitation, dont l'entretien, la réparation ou le remplacement font partie des clauses minimales du marché d'entretien visé à l'article R. 125-2-1 de ce même code, sont les suivantes :

Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.

Paliers : ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

Machinerie : balais du moteur et tous fusibles.

Gaine : coulisseaux de contrepoids.

Eclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

La réparation ou le remplacement des pièces citées ci-dessus incombe à l'entreprise titulaire du marché d'entretien lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

Article 9

Les prestations suivantes ne sont pas comprises dans les clauses minimales du marché d'entretien visé à l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'Habitation :

- le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien ;
- les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur
- le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine ;
- les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

Article 10

Les éléments de révision de prix convenus au marché d'entretien doivent être explicites et illustrés par une application chiffrée.

Les factures appliquant la formule de révision du prix doivent préciser et justifier les éléments de calcul de façon à permettre au propriétaire de contrôler que les modifications appliquées sont conformes aux clauses du marché.

La révision des prix prend effet à la date anniversaire du marché ou bien à une autre date choisie par les contractants.

La date de révision des prix doit dans tous les cas figurer explicitement dans les marchés.

Article 11

La date de la visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms et signatures des techniciens qui sont intervenus doivent être portés sur le carnet d'entretien prévu par l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'Habitation.

Ce dernier doit comporter de plus obligatoirement les informations suivantes :

- nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien ;
- date et cause des incidents, et réparations effectuées au titre de dépannage.

Le carnet d'entretien doit être mis à la disposition du propriétaire de l'appareil sous une forme et dans un endroit précisé dans le marché d'entretien.

Le carnet d'entretien doit être mis à jour lors de chaque visite et de chaque intervention de dépannage. Au cas où l'appareil comporte un dispositif permettant de reconstituer l'historique des opérations d'entretien, le propriétaire de l'appareil doit pouvoir avoir accès à ces informations sans surcoût.

Article 12

Les interventions en vue du dépannage des installations doivent être effectuées quel que soit le jour, ouvrable ou non.

Le déblocage des personnes bloquées en cabine doit être prévu 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

Tous les marchés d'entretien doivent comporter obligatoirement une clause relative aux délais de déblocage des personnes, de dépannage et de remise en service ainsi qu'une clause relative à l'information des utilisateurs lors de ces pannes.

En aucun cas une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite d'entretien.

Article 13

Les marchés d'entretien ne peuvent déroger aux règles légales de compétences des juridictions.

Article 14

L'arrêté du 11 mars 1977 relatif aux conditions d'entretien normalisées des ascenseurs et monte-charge est abrogé, pour la seule partie concernant l'entretien des ascenseurs. Les dispositions contractuelles en vigueur relatives à l'entretien d'un ascenseur que vise cet arrêté restent applicables selon les dispositions de l'article 4 du décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'Habitation.

Article 15

Le directeur général de l'industrie, des technologies de l'information et des postes et le directeur général de l'urbanisme, de l'RESIDENCE et de la construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 2004.

Le ministre délégué au logement et à la ville,

Marc-Philippe Daubresse

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,

Des finances et de l'industrie,

Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'emploi, du travail

et de la cohésion sociale,

Jean-Louis Borloo

Le ministre délégué à l'industrie,

*CCTP Maintenance des 77 appareils
Établi le 17 Décembre 2024*

Patrick Devedjian

JORF n°0108 du 8 mai 2012

Texte n°4

DECRET

Décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs

NOR : DEVL1131707D

Publics concernés : propriétaires et installateurs d'ascenseurs, entreprises d'entretien, contrôleurs techniques.

Objet : amélioration de l'entretien et du contrôle technique des ascenseurs.

Entrée en vigueur : les dispositions du décret entrent en vigueur le 1er juillet 2012, à l'exception de celles relatives à la mise à disposition des outils spécifiques de maintenance, qui s'appliquent à compter du 1er juillet 2013, et de celles relatives à la mise à jour des contrats d'entretien, dont l'entrée en vigueur doit intervenir au plus tard le 1er janvier 2015.

Notice : la sécurité des ascenseurs est renforcée avec l'adoption de dispositions permettant de fluidifier les règles concurrentielles du marché de l'entretien des ascenseurs et d'améliorer la qualité de cet entretien ainsi que celle des contrôles techniques. Une clause de résiliation est introduite dans les contrats d'entretien, facilitant le changement de prestataire à l'occasion de travaux importants. Les fabricants d'ascenseurs sont tenus de fournir, sur demande, les outils spécifiques d'entretien et de maintenance, outils qui doivent être accompagnés d'une notice d'utilisation et d'une documentation technique suffisamment explicite pour permettre au prestataire de maintenance d'accéder aux différents menus fonctionnels de l'installation et de modifier les paramètres de réglage si nécessaire. De plus, la possibilité est donnée aux personnes effectuant les contrôles techniques de solliciter la présence du technicien de l'entreprise d'entretien, afin qu'il puisse répondre à toute question concernant la technologie mise en œuvre et le fonctionnement des appareils.

Références : le code de la construction et de l'habitation modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Vu la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementation techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, ensemble la notification n° 2011/158/F ;

Vu la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE, notamment son article 24 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code pénal ;

Vu le code du travail, en particulier le chapitre III du titre IV du livre V de la quatrième partie ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Article 1

A l'article R. 125-1 du code de la construction et de l'habitation est ajouté l'alinéa suivant :

« La présente section ne s'applique pas aux appareils dont la vitesse n'excède pas 0,15 m/s. »

Article 2

L'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. R. 125-2-1-1. — Le propriétaire passe un contrat d'entretien écrit avec une entreprise dont le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à la section VI du chapitre III du titre IV du livre V de la quatrième partie du code du travail.

« Le contrat d'entretien comporte les clauses minimales suivantes :

- « a) L'exécution des obligations prescrites à l'article R. 125-2, exception faite de son dernier alinéa ;
- « b) La durée du contrat, qui ne peut être inférieure à un an, les modalités de sa reconduction ou de sa résiliation. La clause de résiliation indique les manquements graves de l'une ou l'autre des parties donnant lieu à la résiliation de plein droit du contrat. Elle fixe également les conditions permettant de résilier le contrat, moyennant un préavis de trois mois, lorsque des travaux importants, tels que définis au II, sont réalisés par une entreprise différente de celle titulaire du contrat ;
- « c) Les conditions de disponibilité et de fourniture des pièces de rechange, et l'indication du délai garanti pour le remplacement des pièces mentionnées au a du 2° de l'article R. 125-2 ;
- « d) Les conditions de constitution du carnet d'entretien et de communication de son contenu au propriétaire ;
- « e) Les garanties apportées par les contrats d'assurances de l'entreprise d'entretien ;
- « f) Les pénalités encourues en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations contractuelles ainsi que les modalités de règlement des litiges ;
- « g) Les conditions et modalités de recours éventuel à des sous-traitants ;
- « h) Les conditions dans lesquelles peuvent être passés des avenants ;
- « i) La formule détaillée de révision des prix ;
- « j) Les modalités d'information et de communication permettant la présence d'un représentant du propriétaire en vue de tout échange d'informations utiles lors des visites régulières du technicien d'entretien ;
- « k) Les modalités de mise à disposition du personnel compétent pour accompagner le contrôleur technique mentionné à l'article R. 125-2-5 pendant la réalisation du contrôle technique obligatoire.
- « La description, établie contradictoirement, de l'état initial de l'installation ainsi que le plan d'entretien sont annexés au contrat.
- « Sur demande du propriétaire, le contrat fixe également les conditions pour que soit établie une description de l'état final de l'installation dans les deux mois précédant l'échéance du contrat ou sa résiliation.
- « Lors de la signature du contrat, le propriétaire remet à l'entreprise chargée de l'entretien la description des caractéristiques de l'ensemble de l'installation, les éléments mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article R. 125-2-1-1, ainsi que la notice des instructions nécessaires à l'exécution des tâches d'entretien. A défaut, l'entreprise élabore cette notice. En fin de contrat, la notice d'instructions est remise au propriétaire ainsi que tous les éléments mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article R. 125-2-1-1 qui ont été fournis au prestataire d'entretien par le propriétaire.
- « II. — Les travaux importants sur les installations d'ascenseurs désignés au b du I comprennent l'un au moins des travaux suivants :
 - « — le remplacement complet de la cabine ;
 - « — la modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine ;
 - « — la modification du nombre ou de la situation des niveaux desservis, ou l'adjonction d'une ou de plusieurs portes palières ;
 - « — le remplacement de l'ensemble des portes palières ;
 - « — le remplacement de l'armoire de commande ;
 - « — pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de traction ;
 - « — pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
 - « — la modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau, l'adjonction de variateur de vitesse ;
 - « — l'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence.
- « III. — Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du contrat d'entretien font l'objet de comptes rendus dans un carnet d'entretien tenu à jour, établi sous forme d'un registre physique ou électronique suivant le choix du propriétaire. En outre, l'entreprise remet au propriétaire un rapport annuel d'activité auquel est annexé le contenu du carnet d'entretien lorsque celui-ci est établi sous forme électronique.
- « IV. — Les modalités d'application de l'article R. 125-2 et du présent article sont précisées par arrêté du ministre chargé de la construction. »

Article 3

Après l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation est ajouté un article R. 125-2-1-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 125-2-1-1.-I. — 1° Toutes les parties de l'installation doivent être accessibles au prestataire d'entretien pour l'exécution de sa mission. En

*CCTP Maintenance des 77 appareils
Établi le 17 Décembre 2024*

conséquence, le ou les éventuels codes d'accès à tout ou partie de l'installation ou toute autre forme de déverrouillage, nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service doivent être fournis intégralement sans frais et sans restriction de durée d'usage par le fabricant ou l'installateur qui les a introduits sur l'installation au propriétaire de l'ascenseur qui pourra les remettre à l'entreprise d'entretien de son choix.

« Notamment les dispositifs de téléalarme doivent être accessibles pour la réalisation des tests cycliques et pour la modification du numéro de réception des appels ;

« 2° La documentation technique, les dispositions de remise en service, les outils spécifiques et notices d'utilisation nécessaires à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service de tout ou partie de l'installation doivent être fournis, sans restriction de durée d'usage, par le fabricant ou l'installateur au propriétaire de l'installation à sa demande, dans des conditions de prix et de délais raisonnables. Le propriétaire remet ces éléments à la disposition de l'entreprise d'entretien de son choix ;

« 3° Les dispositions de remise en service, les notices d'utilisation des outils, la documentation technique doivent être suffisamment explicites pour permettre au prestataire d'entretien de modifier les paramètres de fonctionnement pour les besoins de l'entretien, du dépannage et de la remise en service sans diminuer le niveau de sécurité prévalant avant son intervention.

« Elles devront également contenir toutes les informations nécessaires pour permettre au prestataire d'entretien d'assurer la formation appropriée de son personnel ;

« 4° Les pièces de rechange doivent être fournies par le fabricant à la demande de tout prestataire d'entretien, que ce dernier soit lié statutairement ou non au fabricant, dans des conditions de coûts et de délais compatibles avec les moyennes pratiquées.

« II. — Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté conjoint des ministres chargés de la construction et de la concurrence. »

Article 4

I. — A l'article R. 125-2-5 du code de la construction et de l'habitation, il est inséré au début du II un alinéa ainsi rédigé :

« En vue de la bonne et entière exécution du contrôle technique, le contrat conclu entre la personne chargée du contrôle et le propriétaire définit les conditions dans lesquelles l'entreprise chargée de l'entretien accompagne le contrôleur lors de la réalisation de son contrôle. »

II. — A ce même article, il est ajouté à la fin du III un alinéa ainsi rédigé :

« Il s'assure également de l'intervention de l'entreprise chargée de l'entretien pendant le contrôle, comme prévu au contrat d'entretien et conformément aux dispositions du II. »

III. — A l'article R. 125-2-6, le troisième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un arrêté du ministre chargé de la construction précise les modalités de réalisation du contrôle technique et du rapport correspondant. »

Article 5

I. — L'intitulé de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre V du titre II du livre Ier du code de la construction et de l'habitation est remplacé par l'intitulé suivant :

« Droits des occupants d'immeubles équipés d'ascenseurs ». »

II. — A l'article R. 125-2-8, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il peut également lui être demandé d'ordonner, éventuellement sous astreinte, le respect des obligations prévues par les articles R. 125-2 à R. 125-2-7 ». »

Article 6

A l'article R. 152-1 du code de la construction et de l'habitation est ajouté un IV ainsi rédigé :

« IV. — Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe le fait, pour un fabricant ou un installateur, de ne pas rendre accessibles toutes les parties de l'installation au prestataire d'entretien conformément au 1° du I de l'article R. 125-2-1-1, ou de ne pas respecter les obligations prévues au 2° du I du même article. »

Article 7

Les dispositions des articles 2 à 6 du présent décret entrent en vigueur le 1er juillet 2012.

Les contrats d'entretien d'ascenseurs en cours le 1er juillet 2012 doivent être rendus conformes aux dispositions du I de l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation avant le 1er janvier 2015 au plus tard.

*CCTP Maintenance des 77 appareils
Établi le 17 Décembre 2024*

Pour les ascenseurs installés avant le 27 août 2000, les dispositions prévues aux 2° et 3° du I de l'article R. 125-2-1-1 du code de la construction et de l'habitation entrent en vigueur le 1er juillet 2013.

Article 8

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre du travail, de l'emploi et de la santé et le ministre auprès du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 7 mai 2012.

François Fillon
Par le Premier ministre, ministre de l'écologie,

du développement durable, des transports et du logement :

Le garde des sceaux,
ministre de la justice et des libertés,
Michel Mercier
Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
François Baroin
Le ministre du travail,
de l'emploi et de la santé,
Xavier Bertrand
Le ministre auprès du ministre de l'écologie,
du développement durable,
des transports et du logement,
chargé du logement,
Benoist Apparu

Arrêté du 11 mars 1977 concernant les conditions d'entretien normalisées des ascenseurs et monte-charge.

Version consolidée au 5 juillet 2017

Le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'Economie et des Finances et le ministre du Développement industriel et scientifique,

Vu l'arrêté du 15 juillet 1946 maintenant en vigueur la décision n° 57 du C.O.C.E.,

Article 1

Les entreprises d'entretien des ascenseurs et monte-charge sont tenues de ne soumettre au choix de la clientèle que l'un des types d'abonnement ci-après définis :

A - ENTRETIEN NORMAL.

L'entretien normal est destiné à maintenir les ascenseurs et monte-charge dans de bonnes conditions de sécurité et de fonctionnement.

L'entretien normal comprend exclusivement les prestations suivantes :

1° Les visites périodiques, nettoyage et graissage des organes mécaniques : l'entreprise chargée de l'entretien doit adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de l'appareil. En aucun cas, cependant, l'entreprise ne peut effectuer moins d'une visite par mois. Un nettoyage de la cuvette, du dessus de la cabine et de la machinerie est exécuté par l'entreprise une fois par an.

2° La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires.

3° Le dépannage : l'entreprise s'engage, sur demande du propriétaire ou de son représentant, à intervenir pendant les jours et heures normaux de travail de l'entreprise en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux de l'appareil.

4° L'examen semestriel des câbles et la vérification annuelle de l'état de fonctionnement des parachutes.

5° La tenue, dans l'entreprise d'entretien, de dossiers permettant d'y retrouver la date et la nature des changements qui auraient été apportés à l'appareil, les dates et le résultat des dernières visites, l'indication des accidents qui se seraient produits et, généralement, de tous les faits importants concernant l'appareil. Le propriétaire ou son représentant pourra, à sa demande, prendre connaissance des dossiers tenus par l'entreprise.

6° La réparation des pièces énumérées ci-dessous usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent être réparées. Ces travaux sont effectués à l'initiative de l'entreprise et concernent les organes suivants :

Cabine : boutons d'envoi, paumelles de porte, contacts de porte, ferme-porte automatiques, coulisseaux de cabine, dispositif de sécurité de seuil et cellule photo-électrique.

Paliers : ferme-porte mécaniques, électriques ou pneumatiques, serrures électromécaniques, contacts de porte et boutons d'appel.

Balais du moteur et fusibles.

B - ENTRETIEN COMPLET.

I - L'entretien complet comprend :

a) Les prestations comprises dans l'entretien normal ;

b) La réparation des pièces usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent pas être réparées (câbles, par exemple).

Les travaux sont effectués à l'initiative de l'entreprise et concernent, en particulier, les organes suivants :

1° Gaine : câbles de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages ; impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course ; câbles souples pendants, poulies de renvoi ; parachute de sécurité ;

2° Machinerie : moteur (roulements, paliers, bobinages, rotor et stator), treuil (arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements, coussinets), frein (mâchoires, bobines, garnitures), contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles), transformateurs, organes de sélecteurs, contrôleur d'étages et régulateur de vitesse.

*CCTP Maintenance des 77 appareils
Établi le 17 Décembre 2024*

II - L'entretien complet ne comprend pas :

- a) L'entretien des installations de bâtiment en général, même si elles ont été exécutées spécialement pour l'établissement de l'ascenseur ou monte-charge, telles que : branchements de force, de lumière et de mise à la terre, compteurs, combinés ou disjoncteurs, éclairage des abords, sonnerie d'appel, dispositifs antiparasites, entourages et protections, maçonnerie, peinture, même consécutive à des travaux de réparation ;
- b) L'entretien des portes, de la cabine et de son ameublement ;
- c) Les réparations ou remplacements des pièces ou organes détériorés par malveillance ou usage anormal.
- d) Pour les pièces ou organes non visés aux rubriques I-1 et I-2 ci-dessus, les réparations ou remplacements rendus nécessaires par la vétusté indépendamment de l'usage qui en est fait (vieillesse des canalisations électriques fixes, notamment) ;
- e) Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

C - TRAVAUX NON COMPRIS DANS L'ENTRETIEN NORMAL ET DANS L'ENTRETIEN COMPLET.

Les travaux non compris dans l'entretien normal et dans l'entretien complet (à l'exclusion du paragraphe II-a) de ce dernier sont notifiés au propriétaire ou à son représentant par l'entreprise chargée de l'entretien et exécutés par elle, après accord du propriétaire ou de son représentant.

Le coût de ces travaux fait l'objet d'une facturation séparée.

Article 2

Les nouvelles conditions normalisées sont applicables dans un délai de trois mois à dater de la publication du présent arrêté. Elles se substituent dans les contrats en cours aux conditions définies par l'arrêté du 23 octobre 1972 qui est abrogé.

Article 3

Le directeur de la construction et le directeur des industries métallurgiques, mécaniques et électriques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances,

MICHEL DURAFOR.

Le ministre de l'industrie et de la recherche,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

JACQUES DARMON.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (logement),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

NICOLAS THEIS

Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage

NOR : SOCT0410464A

Le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Vu la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, et notamment la notification n° 2003/0262/F ;

Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 620-6, R. 233-11, R. 233-11-1, R. 233-11-2 ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et aux modalités d'agrément des organismes pour la vérification de l'état de conformité des équipements de travail ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels, commission spécialisée n° 3 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture,

Arrêtent :

Section 1.

Article 1.

Le présent arrêté détermine les équipements de travail utilisés pour le levage de charges, l'élévation de postes de travail ou le transport en élévation de personnes auxquels s'appliquent les vérifications générales périodiques, les vérifications lors de la mise en service et les vérifications lors de la remise en service après toute opération de démontage et remontage ou modification susceptible de mettre en cause leur sécurité, prévues par les articles R. 233-11, R. 233-11-1 et R. 233-11-2 du code du travail, à la charge du chef d'établissement dans lequel ces équipements de travail sont mis en service ou utilisés.

Cet arrêté définit, pour chacune de ces vérifications, leur contenu, les conditions de leur exécution et, le cas échéant, leur périodicité.

Article 2.

Les équipements de travail dont la liste suit doivent subir les vérifications définies à l'article 1er :

a) Les appareils de levage définis ci-après et leurs supports : machines, y compris celles mues par la force humaine employée directement, et leurs équipements, conduits par un ou des opérateurs qui agissent sur les mouvements au moyen d'organes de service dont ils conservent le contrôle, dont au moins une des fonctions est de déplacer une charge constituée par des marchandises ou matériels et, le cas échéant, par une ou des personnes, avec changement de niveau significatif de cette charge pendant son déplacement, la charge n'étant pas liée de façon permanente à l'appareil. N'est pas considéré comme significatif un changement de niveau correspondant à ce qui est juste nécessaire pour déplacer la charge en la décollant du sol et n'est pas susceptible d'engendrer de risques en cas de défaillance du support de charge.

Dans cet arrêté, le terme appareils de levage désigne également les installations de levage répondant à la définition donnée précédemment et précisée par l'annexe au présent arrêté ;

b) Les accessoires de levage répondant à la définition suivante : équipements non incorporés à une machine, à un tracteur ou à un autre matériel et placés entre la machine, le tracteur ou tout autre matériel et la charge, tels qu'élingue, palonnier, pince auto-serrante, aimant, ventouse, clé de levage.

Article 3.

a) Le chef d'établissement doit mettre les appareils et accessoires de levage, concernés et clairement identifiés, à la disposition des personnes qualifiées chargées des vérifications pendant le temps nécessaire, compte tenu de la durée prévisible des examens, épreuves et essais à réaliser.

b) Le chef d'établissement doit tenir à la disposition des personnes qualifiées chargées des examens, essais et épreuves à réaliser les documents nécessaires, tels que la notice d'instructions du fabricant, la déclaration ou le certificat de conformité, les rapports des vérifications précédentes et le carnet de maintenance de l'appareil.

c) Pendant la vérification, le chef d'établissement doit assurer la présence du personnel nécessaire à la conduite de l'appareil ainsi qu'à la direction des manœuvres et aux réglages éventuels. Il doit également mettre à la disposition des personnes qualifiées chargées des vérifications les moyens permettant d'accéder en sécurité aux différentes parties de l'appareil ou de l'installation et, le cas échéant, des supports à examiner.

*CCTP Maintenance des 77 appareils
Établi le 17 Décembre 2024*

d) Afin de permettre la réalisation de l'examen d'adéquation définie à l'article 5-I, le chef d'établissement doit mettre, par écrit, à la disposition de la personne qualifiée chargée de l'examen les informations nécessaires relatives aux travaux qu'il est prévu d'effectuer avec l'appareil et l'accessoire de levage.

e) Afin de permettre la réalisation de l'examen de montage et d'installation définie à l'article 5-II, le chef d'établissement doit communiquer à la personne qualifiée chargée de l'examen les informations nécessaires, notamment les données relatives au sol, à la nature des supports, aux réactions d'appui au sol et, le cas échéant, à la vitesse maximale du vent à prendre en compte sur le site d'utilisation.

f) Lorsque la vérification comporte des épreuves ou essais, le chef d'établissement doit mettre à la disposition des personnes qualifiées chargées des épreuves et essais, durant le temps nécessaire à leur bon déroulement, les charges suffisantes, les moyens utiles à la manutention de ces charges.

Le lieu permettant d'effectuer les épreuves et essais doit être sécurisé.

g) Les conditions d'exécution, définies au présent arrêté, doivent être réunies préalablement à la réalisation complète des examens, épreuves ou essais.

h) Un rapport provisoire est remis à l'issue de la vérification. Les rapports établis par les personnes qualifiées chargées des vérifications sont communiqués au chef d'établissement dans les quatre semaines suivant la réalisation des examens, épreuves ou essais concernés.

i) Les résultats des vérifications sont portés, sans délai, par le chef d'établissement sur le registre de sécurité prévu par l'article L. 620-6 du code du travail.

Section 2.

Article 4.

Les vérifications prévues à l'article 1er du présent arrêté comportent, en tant que de besoin, les examens, essais et épreuves définis par la présente section.

Article 5.

I. - On entend par « examen d'adéquation d'un appareil de levage » l'examen qui consiste à vérifier qu'il est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'appareil définies par le fabricant.

II. - On entend par « examen de montage et d'installation d'un appareil de levage » l'examen qui consiste à s'assurer qu'il est monté et installé de façon sûre, conformément à la notice d'instructions du fabricant.

Article 6.

On entend par « essai de fonctionnement d'un appareil de levage » l'essai qui consiste :

a) A faire mouvoir dans les positions les plus défavorables, par l'appareil de levage éventuellement muni de ses accessoires, la charge d'essai susceptible de solliciter les organes mécaniques aux valeurs maximales de la capacité prévue par le fabricant ;

b) A s'assurer de l'efficacité de fonctionnement :

- des freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes leurs positions, la charge ou l'appareil ;

- des dispositifs contrôlant la descente des charges ;

- des dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anticollision, dispositifs parachutes ;

c) A déclencher, lorsqu'ils existent, les limiteurs de charge et de moment de renversement, de façon à s'assurer de leur bon fonctionnement aux valeurs définies dans la notice d'instructions du fabricant ou, à défaut, au-delà de la charge maximale d'utilisation et à moins de 1,1 fois la charge ou le moment maximal.

Article 7.

On entend par « examen d'adéquation d'un accessoire de levage » l'examen qui consiste à vérifier :

- qu'il est approprié aux différents appareils de levage sur lesquels l'utilisateur prévoit de l'utiliser et aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés ;

- que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'accessoire définies par la notice d'instructions du fabricant.

Article 8.

On entend par « épreuve statique d'un accessoire de levage » l'épreuve qui consiste à faire supporter à l'accessoire, la charge maximale d'utilisation,

multipliée par le coefficient d'épreuve statique, sans la faire mouvoir, pendant une durée déterminée.

Les conditions de l'épreuve statique, la durée de l'épreuve et le coefficient d'épreuve sont ceux définis par la notice d'instructions du fabricant ou ceux définis par la réglementation appliquée lors de la conception de l'accessoire.

A défaut, le coefficient d'épreuve est égal à 1,5 et la durée de l'épreuve est de un quart d'heure.

Article 9.

On entend par « examen de l'état de conservation d'un appareil de levage » l'examen qui a pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'appareil de levage et de ses supports, et de détecter toute détérioration susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses intéressant notamment les éléments essentiels suivants :

- a) Dispositifs de calage, amarrage et freinage, destinés à immobiliser dans la position de repos les appareils de levage mobiles ;
- b) Freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes leurs positions, la charge ou l'appareil ;
- c) Dispositifs contrôlant la descente des charges ;
- d) Poulies de mouflage, poulies à empreintes ;
- e) Limiteurs de charge et de moment de renversement ;
- f) Dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anticollision, dispositifs parachutes ;
- g) Crochets et appareils de préhension mécanique, électromagnétique ou pneumatique ;
- h) Câbles et chaînes de charge.

Cet examen comprend un examen visuel détaillé, complété en tant que de besoin d'essais de fonctionnement.

Article 10.

On entend par « épreuve statique » d'un appareil de levage l'épreuve qui consiste à faire supporter à l'appareil de levage, muni de tous ses accessoires, et à ses supports, la charge maximale d'utilisation, multipliée par le coefficient d'épreuve statique, sans la faire mouvoir pendant une durée déterminée.

Les conditions de l'épreuve statique, la durée de l'épreuve et le coefficient d'épreuve sont ceux définis par la notice d'instructions du fabricant, ou ceux définis par la réglementation appliquée lors de la conception de l'appareil.

A défaut, le coefficient est égal à 1,5 pour les appareils de levage mus par la force humaine employée directement et à 1,25 pour les autres appareils de levage ; dans les deux cas la durée de l'épreuve est de une heure.

Durant le déroulement de l'épreuve, les flèches et déformations prises ou subies par les différentes parties de l'appareil de levage ou de ses supports doivent être mesurées en tant que de besoin.

En fin d'épreuve statique, l'appareil de levage et ses supports doivent être examinés afin de s'assurer qu'aucune déformation permanente ni défectuosité ne sont apparues.

Article 11.

On entend par « épreuve dynamique » d'un appareil de levage l'épreuve qui consiste à faire mouvoir, par l'appareil de levage, la charge maximale d'utilisation multipliée par le coefficient d'épreuve dynamique de façon à amener cette charge dans toutes les positions qu'elle peut occuper, sans qu'il soit tenu compte ni de la vitesse obtenue, ni de l'échauffement de l'appareil.

Les flèches et déformations dues à l'épreuve seront mesurées en tant que de besoin.

Les conditions de l'épreuve dynamique et le coefficient d'épreuve sont ceux définis par la notice d'instructions du fabricant, ou ceux définis par la réglementation appliquée lors de la conception de l'appareil. A défaut, le coefficient d'épreuve dynamique est égal à 1,1.

Section 3.

Article 12.

La présente section précise les examens, épreuves et essais à effectuer au titre de la vérification lors de la mise en service dans l'établissement des appareils de levage et des accessoires de levage visés aux a et b de l'article 2.

Les appareils de levage soumis à la présente section, susceptibles d'être utilisés dans diverses configurations, notamment par adjonction d'un équipement interchangeable pouvant modifier la stabilité ou la capacité de l'appareil, ou après l'aménagement d'un appareil destiné au levage de

charges en un appareil de levage spécialement conçu pour déplacer en élévation un poste de travail, doivent faire l'objet d'une vérification lors de la première mise en service dans chacune de ces configurations.

Article 13.

Les appareils de levage neufs et, le cas échéant, leurs supports dont l'aptitude à l'emploi a été vérifiée dans leurs configurations d'utilisation doivent faire l'objet de l'examen d'adéquation prévu à l'article 5-I et des essais de déclenchement des dispositifs de sécurité prévus notamment à l'article 6 (c) du présent arrêté.

Article 14.

I. - Les appareils de levage neufs et, le cas échéant, leurs supports dont l'aptitude à l'emploi n'a pas été vérifiée dans leurs configurations d'utilisation doivent faire l'objet :

- a) De l'examen d'adéquation prévu à l'article 5-I ;
- b) Pour les appareils installés à demeure, de l'examen de montage et d'installation prévu à l'article 5-II ;
- c) De l'épreuve statique prévue par l'article 10 ;
- d) De l'épreuve dynamique prévue par l'article 11. Cette épreuve n'est pas exigée pour les appareils de levage mus par la force humaine employée directement sauf s'ils sont conçus pour lever des personnes.

L'appareil de levage et ses supports doivent subir sans défaillance les deux épreuves précisées aux c et d ci-dessus.

II. - Son fonctionnement, ainsi que l'efficacité des dispositifs qu'ils comportent, notamment des freins et limiteurs de course, doivent se montrer entièrement satisfaisants. Il doit en être de même en ce qui concerne les limiteurs de charge et de moment de renversement dont la valeur de déclenchement doit être vérifiée à l'issue des épreuves.

Article 15.

I. - Les appareils de levage d'occasion et, le cas échéant, leurs supports sont soumis aux dispositions de l'article 14 du présent arrêté.

II. - Toutefois, en cas de location, les appareils de levage d'occasion ne nécessitant pas l'installation de support particulier sont soumis uniquement à l'examen d'adéquation et, le cas échéant, à l'examen de montage et d'installation respectivement prévus par l'article 5 (I et II) ainsi qu'aux essais de fonctionnement prévus à l'article 6 (b) du présent arrêté, à condition d'avoir fait l'objet, régulièrement depuis la date de la première opération de location effectuée par le loueur en cause, des vérifications périodiques définies à l'article 22 dans les délais qu'il prévoit.

Le chef de l'établissement utilisateur de l'appareil loué doit s'assurer auprès du loueur que les vérifications avant mise en service et les vérifications générales périodiques ont bien été effectuées.

A cet effet, il doit être placé sur l'appareil, ou à défaut à proximité, avec la notice d'instructions, les copies des rapports de vérification de première mise en service et de la dernière vérification périodique ainsi que l'historique des vérifications périodiques effectuées.

Article 16.

Les accessoires de levage neufs dont le responsable de la mise sur le marché s'est assuré de l'aptitude à l'emploi doivent faire l'objet de l'examen d'adéquation prévu à l'article 7.

Article 17.

Les accessoires de levage neufs dont l'aptitude à l'emploi n'a pas été vérifiée et les accessoires de levage d'occasion doivent faire l'objet de l'examen d'adéquation prévu à l'article 7 et de l'épreuve statique prévue à l'article 8.

Section 4.

Article 18.

En application de l'article R. 233-11-2 du code du travail, la vérification lors de la remise en service d'un accessoire de levage au sein de l'entreprise comprend :

- a) L'examen d'adéquation prévu à l'article 7 ;
- b) L'examen de l'état de conservation tel que prévu à l'article 24 ci-après ;
- c) L'épreuve statique prévue à l'article 8.

Article 19.

I. - En application de l'article R. 233-11-2 du code du travail, la vérification lors de la remise en service des appareils de levage visés au a de l'article 2 comprend :

*CCTP Maintenance des 77 appareils
Établi le 17 Décembre 2024*

- a) L'examen d'adéquation prévu à l'article 5-I ;
- b) Le cas échéant, l'examen de montage et d'installation prévu à l'article 5-II ;
- c) L'examen de l'état de conservation prévu à l'article 9 ;
- d) L'épreuve statique prévue à l'article 10 ;
- e) L'épreuve dynamique prévue à l'article 11.

L'appareil et ses supports doivent subir les deux épreuves précisées aux d et e ci-dessus sans défaillance.

II. - Son fonctionnement, ainsi que l'efficacité des dispositifs qu'il comporte, notamment des freins et limiteurs de course, doivent se montrer entièrement satisfaisants. Il doit en être de même en ce qui concerne les limiteurs de charge et de moment de renversement dont la valeur de déclenchement doit être vérifiée à l'issue des épreuves.

Article 20.

I. - La vérification lors de la remise en service des appareils de levage, prévue à l'article 19, doit être effectuée dans les cas suivants :

- a) En cas de changement de site d'utilisation ;
- b) En cas de changement de configuration ou des conditions d'utilisation, sur un même site ;
- c) A la suite d'un démontage suivi d'un remontage de l'appareil de levage ;
- d) Après tout remplacement, réparation ou transformation importante intéressant les organes essentiels de l'appareil de levage ;
- e) A la suite de tout accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel de l'appareil de levage.

II. - En cas de changement de site d'utilisation, les appareils de levage ne nécessitant pas l'installation de support particulier sont dispensés de la vérification de remise en service définie à l'article 19 du présent arrêté, sous réserve qu'ils aient fait l'objet, dans la même configuration d'emploi :

- de la vérification de mise en service définie, selon les cas, aux articles 13, 14 et 15 du présent arrêté,
- et, depuis moins de 6 mois, d'une vérification générale périodique telle que définie à l'article 22 du présent arrêté.

Sont visés par ces dispositions les appareils suivants :

- grues auxiliaires de chargement sur véhicules ;
- grues à tour à montage rapide ou automatisé, sur stabilisateurs ;
- bras ou portiques de levage pour bennes amovibles ;
- hayons élévateurs ;
- monte-meubles ;
- monte-matériaux de chantier ;
- engins de terrassement équipés pour le levage ;
- grues mobiles automotrices ou sur véhicule porteur, ne nécessitant pas de montage ou de démontage de parties importantes ;
- chariots élévateurs ;
- tracteurs poseurs de canalisations ;
- plates-formes élévatrices mobiles de personnes.

III. - En cas de changement de site d'utilisation, les appareils de levage, non conçus spécialement pour lever des personnes, mus par la force humaine employée directement, doivent subir uniquement l'examen d'adéquation et l'examen de montage et d'installation prévus à l'article 5 (I et II) sous réserve qu'ils aient fait l'objet depuis moins de 6 mois, dans la même configuration, d'une vérification générale périodique telle que définie à l'article 22 du présent décret.

IV. - En cas de déplacement, sans démontage, le long d'un ouvrage, de plates-formes suspendues, motorisées ou non, ne possédant pas de voie de roulement ou de dispositif d'ancrage, ces appareils sont dispensés des épreuves statique et dynamique prévues au d et e de l'article 19 du présent arrêté, sous réserve qu'ils aient fait l'objet, dans la même configuration d'emploi, d'une première vérification de remise en service sur le site en question, et que leurs conditions d'appui aient été vérifiées.

V. - En cas de changement de configuration d'un ascenseur de chantier ou d'une plate-forme de travail se déplaçant le long d'un mât, installés sur un site donné, concernant notamment la modification de la course ou du nombre de niveaux desservis, ces appareils doivent uniquement faire l'objet de l'examen d'adéquation et de l'examen de montage et d'installation prévus à l'article 5 (I et II) et les essais prévus à l'article 19-II.

VI. - En cas de déplacement le long d'un ouvrage d'une plate-forme de travail se déplaçant le long de mâts et nécessitant la mise en oeuvre d'ancrage pour assurer la stabilité du mât, l'appareil peut être dispensé, à l'occasion de chaque déplacement, des épreuves statique et dynamique prévues au d et e de l'article 19 du présent arrêté, sous réserve qu'il ait fait l'objet de ces épreuves lors de la première mise en service sur le site, complétées d'essais significatifs permettant d'apprécier la résistance des ancrages à mettre en oeuvre sur l'ouvrage.

VII. - La réutilisation d'un appareil de levage spécialement conçu ou assemblé pour effectuer une seule opération de levage est considéré comme une première mise en service soumise à l'article 26 du présent arrêté.

Article 21.

Le remplacement de chaînes, câbles ou cordages intégrés dans un appareil de levage par des chaînes, câbles ou cordages neufs n'est pas considéré comme un démontage suivi d'un remontage justifiant d'une vérification lors de la remise en service à condition :

- a) Que ce remplacement soit effectué avec des matériels de mêmes caractéristiques que les chaînes, câbles ou cordages d'origine ;
- b) Que cette intervention soit mentionnée sur le carnet de maintenance prévu par l'article R. 233-12 du code du travail ;
- c) Que cette mention soit complétée par l'indication précise du lieu où est conservée et peut être consultée l'attestation exigée par le deuxième alinéa du paragraphe 8.3.2 de l'annexe I prévue par l'article R. 233-84 du code du travail. Cette attestation peut être consultée dans les mêmes conditions que le registre de sécurité prévu par l'article L. 620-6 du code du travail.

Section 5.

Article 22.

I. - Les appareils de levage visés au a de l'article 2 du présent arrêté, utilisés dans un établissement visé à l'article L. 233-1 du code du travail, doivent, conformément à l'article R. 233-11 dudit code, faire l'objet d'une vérification générale effectuée selon la périodicité définie à l'article 23 ci-après.

II. - Cette vérification comporte l'examen de l'état de conservation prévu à l'article 9 et les essais prévus aux b et c de l'article 6.

Article 23.

La vérification générale périodique des appareils de levage soumis à l'article 22 doit avoir lieu tous les douze mois.

Toutefois, cette périodicité est de :

- a) Six mois pour les appareils de levage ci-après :
 - appareils de levage listés aux II et III de l'article 20 ;
 - appareils de levage, mus par une énergie autre que la force humaine employée directement, utilisés pour le transport des personnes ou pour déplacer en élévation un poste de travail ;
- b) Trois mois pour les appareils de levage, mus par la force humaine employée directement, utilisés pour déplacer en élévation un poste de travail.

Article 24.

Les accessoires de levage visés au b de l'article 2 du présent arrêté, utilisés dans un établissement visé à l'article L. 231-1 du code du travail, doivent, conformément à l'article R. 233-11 dudit code, être soumis tous les douze mois à une vérification périodique comportant un examen ayant pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'accessoire de levage et notamment de déceler toute détérioration, telle que déformation, hernie, étranglement, toron cassé, nombre de fils cassés supérieur à celui admissible, linguet détérioré, ou autre limite d'emploi précisée par la notice d'instructions du fabricant, susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses.

Section 6.

Article 25.

I. - Lorsqu'il est techniquement impossible de réaliser, notamment du fait de l'importance de la charge, l'essai de fonctionnement défini à l'article 6 ou les épreuves statiques et dynamiques définies aux articles 10 et 11, ceux-ci doivent être remplacés par une vérification de nature expérimentale permettant de s'assurer que l'appareil de levage peut être utilisé en sécurité.

Celle-ci doit comprendre :

- une vérification de l'aptitude à l'emploi des mécanismes et suspensions utilisés ;
- la mesure des déformations subies par l'appareil au cours d'un chargement progressif permettant de déduire, par rapprochement avec les résultats de calculs, la valeur des contraintes qui seraient subies par l'appareil sous la charge totale d'épreuve et d'en tirer les conclusions quant à la sécurité de l'appareil.

II. - Dans ce cas, la vérification de nature expérimentale doit obligatoirement être effectuée par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 22 décembre 2000 susvisé. Cet organisme doit, en outre, disposer des compétences et moyens techniques nécessaires pour effectuer cette vérification dans les conditions particulières qui résultent du présent article.

Article 26.

I. - Lorsqu'un appareil de levage est spécialement conçu ou assemblé pour effectuer une seule opération de levage, la vérification lors de la mise en service comprend :

- l'examen d'adéquation prévu par l'article 5-I ;
- l'examen de montage et d'installation prévu par l'article 5-II ;
- l'épreuve statique des mécanismes et suspensions utilisés ;
- la mise en œuvre de mesures appropriées permettant de s'assurer pendant l'opération progressive de mise en charge, en temps réel, du bien-fondé des hypothèses faites lors de la conception de l'appareil en ce qui concerne la résistance et la stabilité.

II. - Dans ce cas, la vérification doit obligatoirement être effectuée par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 22 décembre 2000 susvisé. Cet organisme doit, en outre, disposer des compétences et moyens techniques nécessaires pour effectuer cette vérification dans les conditions particulières qui résultent du présent article.

Article 27.

Les dispositions du présent arrêté qui abroge et remplace l'arrêté du 9 juin 1993 fixant les conditions de vérification des équipements de travail utilisés pour le levage de charges, l'élévation de postes de travail ou le transport en élévation de personnes entrent en vigueur un an après sa date de publication au Journal officiel de la République française.

Article 28.

Le directeur des relations du travail au ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité et le directeur général de la forêt et des affaires rurales au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Article Annexe

A N N E X E

Sont notamment visés par la définition des appareils de levage figurant au a de l'article 2 du présent arrêté les équipements de travail suivants :

- treuils, palans, vérins et leurs supports ;
- tire-fort de levage, pull-lifts, crics de levage ;
- monorails, portiques, poutres et ponts roulants ; poutres de lancement, blondins, mâts de levage, installations de levage ;
- grues potences, grues sapines, grues derricks, grues à tour équipées le cas échéant de dispositifs de contrôle d'interférence ;
- grues mobiles automotrices ou sur véhicule porteur, grues auxiliaires de chargement de véhicules ;
- grues portuaires, grues sur support flottant ;
- débardeuses pour les travaux forestiers ;
- bras ou portiques de levage pour bennes amovibles ;
- tracteurs poseurs de canalisations (pipe layers) ;
- engins de terrassement équipés pour la manutention d'objets ;
- tables élévatrices, hayons élévateurs ;
- monte-matériaux, monte-meubles, skips ;
- plans inclinés ;

- ponts élévateurs de véhicule ;
- chariots automoteurs élévateurs à conducteur porté ou non, gerbeurs ;
- transstockeurs avec conducteur embarqué ;
- élévateurs de postes de travail tels qu'échafaudages volants motorisés ou non, plates-formes s'élevant le long de mâts verticaux, plates-formes élévatrices mobiles de personnes automotrices ou non ou installés sur véhicules porteurs, appareils de manutention à poste de conduite éleable ;
- appareils assurant le transport en élévation des personnes tels qu'ascenseurs de chantier, plans inclinés accessibles aux personnes ;
- manipulateurs mus mécaniquement ;
- appareils en fonctionnement semi-automatique ;
- chargeurs frontaux conçus pour être assemblés sur les tracteurs agricoles et équipés pour le levage ;
- équipements interchangeables installés sur les tabliers de chariots élévateurs à flèche télescopique ou non.

Ne sont pas concernés par le présent arrêté :

- les appareils de levage intégrés dans des machines ou des lignes de fabrication automatisées et évoluant dans une zone inaccessible aux personnes en phase de production ;
- les ascenseurs et monte-charge installés à demeure ;
- les appareils à usage médical ;
- les aéronefs ;
- les engins spécifiques pour fêtes foraines et parcs d'attraction ;
- les mâts supportant la conduite de refoulement des pompes à béton ;
- les convoyeurs et transporteurs ;
- les basculeurs associés à une autre machine ;
- les basculeurs non associés à une autre machine lorsque le changement de niveau de la charge n'est pas significatif ;
- les transpalettes levant la charge juste de la hauteur nécessaire pour la déplacer en la décollant du sol ;
- les engins à benne basculante, sauf lorsqu'ils sont installés sur un mécanisme élévateur ;
- les équilibreurs dont la charge est fixée de manière permanente à l'appareil ;
- les camions à plateau inclinable pour le transport de véhicules.

Fait à Paris, le 1er mars 2004.

Le ministre des affaires sociales,
du travail et de la solidarité,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. Combrexelle

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche et des affaires rurales,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :
Le sous-directeur du travail et de l'emploi,
P. Dedinger